

Le 8 mai 1997, Carré Rouge a édité un quatre pages spécial, supplément à son numéro 4 de mars 1997.

Nous en publions ci-dessous quelques extraits. L'éditorial de Charles Jérémie, que nous publions immédiatement après ces extraits, est le fruit de la discussion menée au sein du comité de rédaction, entre les deux tours et après le résultat final.

Si vous voulez recevoir ce quatre pages, commandez-le à l'adresse de Carré Rouge : nous vous le ferons parvenir.

Comment apprécier le développement de la situation politique ?

Quelques pistes pour la réflexion (8 mai 1997)

UNE DISSOLUTION

« SAUVE QUI PEUT »

Dans l'histoire de la V^e République, la décision de dissoudre l'Assemblée nationale, de provoquer des élections législatives anticipées, constitue un événement rare correspondant à deux situations, dont une de crise. En 1962, il s'agissait pour de Gaulle de faire face à une crise politique au sein de sa majorité à la fin de la guerre d'Algérie ; en 1968, à la crise révolutionnaire ouverte par la grève générale de mai-juin. Par contre les dissolutions survenues au lendemain d'élections présidentielles (1981-1988) ne visaient qu'à normaliser une nouvelle situation : le nouveau président demandait au pays une majorité pour mettre en œuvre sa politique.

Aujourd'hui on est plus près du premier cas de figure que du second. [...]

Chaque jour apporte des preuves supplémentaires du fait que la décision de Chirac a été plus qu'un « coup de poker ». Affaibli par la multiplication et la pugnacité des grèves et des manifestations, affolé par l'action des juges qui menacent maintenant la Mairie de Paris (c'est-à-dire le cœur du système RPR), certain que l'actuelle majorité aurait été battue à son terme, Chirac tente une espèce de va-tout politique. C'est une dissolution « sauve qui peut », qui pourrait se transformer en débandade. Chirac a voulu conjurer le sort, mais il n'a peut-être fait que l'accélérer. Mais d'abord il faut revenir en arrière.

LE SENS DES RÉSULTATS

ÉLECTORAUX DE 1993 ET

DE 1995

Les quelque 500 députés que le RPR et l'UDF ont à l'Assemblée de-

puis mars 1993, où ils disposent d'une majorité égale ou supérieure à celle des premières années de la V^e République, ne reflètent pas une quelconque adhésion profonde à la politique menée par ces partis. La même chose vaut pour l'élection de Chirac à la présidence de la République en mai 1995. Le RPR et l'UDF n'ont pu concentrer de nouveau entre leurs mains l'ensemble (sans exception) des leviers du pouvoir et de l'action politique que pour une seule raison : le rejet profond dont Mitterrand et le Parti Socialiste ont été l'objet lors de ces élections de la part des couches sociales qui les avaient appuyés avec enthousiasme en 1981 et qui les avaient portés encore une fois au pouvoir en 1988.

[...]

Mais la victoire électorale des partis officiels de la bourgeoisie, puis du candidat chanceux Chirac à l'élection présidentielle (contraint à des primaires contre Balladur, dont les traces ne sont pas effacées encore), n'équivalait en aucune manière à une défaite de la classe ouvrière (sauf à donner à cette notion un contenu qui la vide de toute substance). La défaite électorale du PS et du PCF n'a pas été celle de la classe ouvrière française comme telle. En France, la nature des rapports sociaux entre les classes exige autre chose que des élections pour signaler une défaite même temporaire. Même l'instauration de la V^e République en 1958, qui était une défaite, n'avait accordé à de Gaulle qu'un bref répit auquel la grève générale des mineurs de 1963 avait bientôt mis fin. Sur plus d'un siècle de lutte des classes en France, il n'y a que le bain de sang de la Commune qui ait accordé à la bourgeoisie française quelque répit.

L'état d'écœurement profond de la

classe ouvrière en 1993-94 n'a pas empêché la mobilisation de la jeunesse d'origine ouvrière contre les CIP, ni la grande grève d'Air France avec sa haute combativité et son degré d'organisation élevé.

[...]

Puis, six mois après l'élection de Chirac, dont Carré Rouge a montré la fragilité dans tous ses numéros, il y a eu la grande mobilisation contre la loi Juppé.

LA DISSOLUTION, EFFET DIFFÉRÉ DE DÉCEMBRE 1995

Car il ne fait aucun doute que la dissolution précipitée de l'Assemblée nationale est l'effet différé des grandes grèves et des puissantes manifestations de novembre-décembre 1995 contre la loi Juppé sur la Sécurité sociale ; que la décision prise (calamiteuse pour tant de députés sortants, mais aussi à très haut risque pour Chirac et, au-delà de lui, pour la forme spécifique d'organisation du pouvoir qu'est la V^e République) fait suite aux expressions multiformes de la lutte sociale auxquelles le combat contre cette loi Juppé a ensuite ouvert la voie.

Le gouvernement Juppé n'est pas tombé en décembre 1995. Mais il ne s'est pas sauvé par ses propres moyens. Il a été sauvé par les dirigeants syndicaux, aussi bien par ceux, comme Nicole Notat, qui l'ont soutenu du début à la fin que par ceux, comme Louis Viannet et Marc Blondel, qui ont refusé d'appeler à la grève générale de manière franche et nette.

[...]

Pourtant, même si le combat contre la loi Juppé n'a pas atteint son objectif et si le gouvernement n'est pas

tombé en décembre 1995, cet événement a marqué un tournant dans les rapports politiques entre le gouvernement, le RPR et l'UDF, mais aussi le Parti Socialiste d'un côté et la classe ouvrière et le mouvement social de l'autre. Le mouvement de novembre-décembre 1995 a également traduit, mais aussi accéléré, un changement dans les relations entre les militants et les travailleurs et les directions syndicales. Le mouvement de novembre-décembre 1995 a eu le caractère d'un séisme finalement encore mineur, mais d'ampleur déjà suffisante pour créer une onde de choc qui a progressivement touché des institutions (une partie de la magistrature en particulier) et des milieux professionnels (le spectacle par exemple) placés à des points de l'organisation de la société française situés apparemment très loin des secteurs des services publics, cheminots en tête, qui ont été le fer de lance du combat contre la loi Juppé

L'ONDE DE CHOC DU COMBAT CONTRE LA LOI JUPPÉ

La grève des ouvriers du secteur des transports routiers (les « camionneurs »), premier mouvement de cette catégorie à s'être déroulé indépendamment des patrons et à avoir été mené contre ceux-ci aussi bien que contre le gouvernement ; la grève des employés et d'une partie des cadres du Crédit Foncier ; le long combat des intermittents du spectacle ; le mouvement contre la loi Debré lancé par les cinéastes avant d'être suivi par des femmes et des hommes appartenant à des milieux sociaux et professionnels très éloignés de la classe ouvrière, ont en commun d'avoir puisé leur capacité

et certains de leurs moyens de lutte dans ceux, très « classiques » de la classe ouvrière, dès lors que celle-ci avait manifesté au grand jour de nouveau sa puissance latente.

[...]

« L'HUMANISME »

SUFFIT-IL POUR MENER

CAMPAGNE CONTRE

LE CAPITALISME ?

Chirac et Juppé n'en font pas mystère, mais Jacques Delors non plus. L'objectif qu'ils se sont fixés (leur prétention commune) est l'alignement complet de la France au nom du « réalisme » et de la « modernité » sur les niveaux d'exploitation et de dénuement des salariés, ou mieux dire des prolétaires (ceux qui n'ont comme seul moyen d'existence que la vente de leur force de travail qu'on leur refuse aujourd'hui), qui règnent aux États-Unis et au Royaume-Uni.

[...]

On ne peut combattre le libéralisme qu'en mettant en cause le capitalisme, la propriété privée, le système dans son ensemble. Ni le PCF, ni le PS ne sont sur cette orientation. Lorsqu'ils dénoncent le libéralisme, c'est un « bon » capitalisme qu'ils prétendent défendre. La classe ouvrière, la jeunesse et les autres composantes du mouvement social savent mieux que quiconque que c'est grâce à l'union de la gauche qui, durant quatorze ans, a fait le « sale boulot » (L. Fabius) que le capitalisme financier français et international a pu renforcer son emprise sur la politique des gouvernements français, a pu marquer tant de points contre les positions de la classe ouvrière, des masses populaires et de la jeunesse.

Le programme du PCF et du PS ne

prend même pas la défense des chômeurs et des salariés en tant que composantes de la classe ouvrière, colonne vertébrale du combat contre la paupérisation et pour la défense des libertés démocratiques. Il met « l'Homme » au centre de ses propositions. Le seul engagement clair de ce programme est l'abrogation des lois Pasqua-Debré.

[...]

LES ÉTATS-UNIS

SOCIALISTES D'EUROPE,

SEULE RÉPONSE

À MAASTRICHT

ET À L'EURO

Le Parti Socialiste défend « l'Europe » sous la forme inscrite dans le Traité de Maastricht, c'est-à-dire dans le cadre décidé par le capital financier. Aujourd'hui, il met des « conditions » au passage à l'euro et a entraîné l'appareil groupé autour de Robert Hue dans son sillage. La politique velléitaire annoncée, si elle était appliquée, ne pourrait que nourrir en retour le « social-patriotisme » et l'illusion totalement réactionnaire que les problèmes auxquels la classe ouvrière, les chômeurs, les jeunes se trouvent confrontés pourraient trouver une solution tant soit peu durable dans un cadre français. Il existe pourtant une autre conception de l'Europe qui a pour nom les États-Unis socialistes d'Europe. Autant la lutte des classes est nationale dans sa forme, autant le seul cadre offrant une solution, une issue autre que provisoire aux agressions du capital financier, est européen.

Même si elle s'est faite sous l'égide du capital, l'intégration profonde d'une large partie du potentiel productif européen est une réalité sur laquelle il n'y a ni possibilité ni motif de

revenir. Bien au contraire : face à la puissance économique et politique des forces liées à la « mondialisation du capital », c'est au niveau européen que le combat de la classe ouvrière et des autres composantes du « mouvement social » trouvera les moyens de résister et de s'imposer, et cela même si son foyer initial se situe nécessairement dans un pays donné. Dirigés par les forces de la classe ouvrière et du « mouvement social » de plusieurs pays du noyau central de l'Union européenne, les États-Unis socialistes d'Europe auraient les moyens de tenir tête à toutes les forces liées au capital financier, dont le bastion se trouve aux États-Unis. Ils auraient la capacité de mettre en œuvre une politique anticapitaliste effective. Les États-Unis socialistes d'Europe sont la forme concrète au moyen de laquelle les classes ouvrières de ce continent peuvent se réapproprier le combat pour l'internationalisme ouvrier.

[...]

LA DISSOLUTION

ANNONCE DES CRISES

POLITIQUES MAJEURES

Ni Pythie, ni oracle, le collectif de rédaction de ce supplément spécial de Carré Rouge est incapable de prévoir le résultat du scrutin. Mais tout indique que si elle devait finalement l'emporter, l'actuelle majorité RPR-UDF ne disposerait que d'une avance réduite. Chirac sera considérablement affaibli. Il sera contraint d'essayer d'appliquer son programme d'alignement sur le capitalisme anglo-saxon et de soumission à celui-ci sans en avoir les moyens politiques. La lutte des classes s'intensifiera et se radicalisera.

[...]

Mais la défaite électorale des candi-

Dans tous les cas, la bourgeoisie sortira affaiblie de ces élections. Si par malheur, pour elle, elle perd les élections, travailleurs, chômeurs, exclus, jeunes, n'accepteront pas de la « gauche » l'alternance pour la même politique.

Une nouvelle situation s'ouvrirait alors.

ñ

EDITORIAL
Charles Jérémie

Le comité de rédaction de Carré rouge concluait son « 4 pages » par cette appréciation prudente : « Dans tous les cas, la bourgeoisie sortira affaiblie de ces élections. Si par malheur, pour elle, elle perd les élections, travailleurs, chômeurs, exclus, jeunes, n'accepteront pas de la « gauche » l'alternance pour la même politique. Une nouvelle situation s'ouvrirait alors. » Il est clair que nous y sommes...

« Les luttes vont s'intensifier... »

Le rejet du gouvernement d'Alain Juppé était si puissant que le RPR et l'UDF obtiennent le score le plus faible de toute l'histoire de la V^e République : plus révélateur encore, Juppé et Chirac ont été incapables de diriger, d'impulser cette campagne électorale. Incapables d'unifier les composantes du RPR et de l'UDF. Incapables de défendre un bilan jugé calamiteux dans toutes les classes de la société, jusque dans les rangs du capital financier qui reproche à Juppé d'avoir échoué en novembre 95 et surtout à Chirac de refuser de combattre, ouvertement, sous la bannière du libéralisme anglo-saxon. La revue Marianne relève que J. Chirac, étonné et inquiet du succès du livre L'horreur économique, aurait déclaré à ses ministres: « Si vous faites campagne sur le libéralisme, vous déclencherez une révolution... » Jamais le désarroi des « sommets »,

la crise politique gouvernementale, l'impuissance du Président de la République n'ont été si manifestes.

Si l'abstention progresse légèrement par rapport à 1993, elle est moindre qu'aux législatives de 1988. Si dans les quartiers populaires, si dans les circonscriptions ouvrières elle frôle les 40 %, elle est cependant moins forte que Chirac et ses experts ne le prévoyaient, ne l'espéraient. Les salariés et surtout les classes moyennes ont abandonné les formations gouvernementales. En masse. Ils se sont portés sur le P.S. et le P.C. et, pour une partie, sur le Front National.

Le choc est si rude qu'au lendemain du premier tour jugé par J. Chirac comme « un désastre », il doit sacrifier l'homme qui mettait en œuvre sa politique, son plus proche collaborateur, Alain Juppé. L'éditorialiste du Financial Times de mercredi 28 mai écrit : « L'autorité politique de

Jacques Chirac, le président français, n'a jamais été particulièrement fiable. Mais après le premier tour des élections législatives, elle a été sérieusement endommagée, probablement au-delà du réparable... »

Quant à VGE, qui avait exigé, avant le premier tour, de « gouverner autrement », il prédit, dans l'entre-deux-tours, si la « majorité » perd, la « fin de la V^e République ».

Dans le n° 3 de Carré Rouge, nous écrivions : « Le cocktail lutte des classes-crise de l'institution judiciaire est détonnant ». J. Chirac a tenté de prendre de court ce processus par la dissolution. Mais le désastre électoral donne des ailes aux juges d'instruction : l'enquête sur l'affaire Elf progresse entre les deux tours, comme les enquêtes à la SNCF, au Lyonnais, et toutes les investigations concernant la Mairie de Paris...

Et Jean-Maxime Lévêque, banquier « proche » du RPR, est mis en garde à vue au lendemain du premier tour. L'action des juges va s'amplifier encore. Sur ce plan, tout est possible. Tout.

Nous avons qualifié cette dissolution de « sauve-qui-peut » (1). Le résultat du premier tour tourne à la débâcle et l'intervention de Jacques Chirac, attendue par ses affidés, à la tragédie... Le roi est nu. La bourse plonge. Le second tour a amplifié la défaite.

LA CLASSE OUVRIÈRE, LES GREVES, LE PS ET LE PC

C'est que durant cette campagne, malgré le silence des médias et des confédérations, la lutte des classes s'est manifestée, sans relâche. Contrôleurs de la SNCF, gardiens de

musée du Louvre, pilotes de TAT, d'Air France, enseignants de Seine-St-Denis, mais également grèves chez Valéo, au Printemps...

La grève des contrôleurs de la SNCF met en lumière ce qui demain s'affirmera : sans comité de grève mais avec ténacité, les salariés refusent les accords passés entre les syndicats et la direction. Cette fois encore les appareils ont réussi à « sauver les meubles »... Ça ne durera pas éternellement.

À la radicalisation classe contre classe s'ajoute donc la radicalisation politique au sein de la classe ouvrière. Venons-en aux résultats du PS et du PCF. Ils sont révélateurs.

Le PS ne retrouve pas les scores de 1988. Par un mouvement mécanique, il récupère les voix de la petite bourgeoisie qui lui avaient fait défaut en 1993 et d'une partie de l'électorat ouvrier.

Il faut apprécier les résultats de ce second tour en tenant compte de l'essentiel : le PS et le PCF ont fait une campagne pour ne pas gagner. Ils ne voulaient pas de la victoire. Au lendemain du premier tour, ils ont jeté de l'eau sur les braises. Rocard, Fabius, Aubry, Trautman, et évidemment Jospin, ont encore droitisé leurs discours sur le thème : il faudra faire un audit, ne pas dépenser plus, étaler sur cinq ans les mesures, généraliser la loi Robien, ouvrir quand même France Télécom aux capitaux privés tout en consultant les salariés, et évidemment mettre en œuvre le traité de Maastricht, sans oublier le « respect » du Président de la République...

Mais les masses en mouvement n'ont pas voté « pour ». Elles ont voté « contre ».

Contre la politique réactionnaire de Juppé-Chirac, contre le chômage, la corruption, le blocage des salaires.

Contre. Elles ont utilisé le PS et le PC, sans illusion.

Et moins le PC que le PS. À partir du moment où Robert Hue, la direction du PCF abandonnaient totalement toute politique de classe (les « gens »), acceptaient de se rallier à Maastricht, les salariés ont, avec un sûr instinct politique, considéré qu'il n'y avait aucune différence entre le PS et le PC. Et le vote utile a joué à fond.

Là où le candidat du PCF était celui qui pouvait battre celui du RPR ou de l'UDF au second tour, ils ont voté pour lui. Mais vu l'effondrement militant du PC, ce cas de figure est limité.

Les résultats confirment la tendance à la disparition du PC comme parti national. Il n'y a pas en France de place pour deux partis sociaux-démocrates... Le P remplit cette fonction.

La droite institutionnelle a donc éclaté, avec notamment le résultat du FN, qui obtient au premier tour plus de voix que l'UDF, et élimine dans plus de trente circonscriptions les candidats du RPR et de l'UDF. C'est un séisme politique, un événement considérable. Car dans les semaines qui viennent, le RPR et l'UDF, vont connaître à chaud leur « Congrès de Rennes ».

Chaque clan, chaque faction va jouer sa propre partition. Et nombreux seront ceux qui seront attirés par l'aimant Le Pen.

Pour de Villiers, ces résultats signifient le « bilan de faillite » de Chirac ; pour Seguin, « c'est tout le système politique qui est en crise » ; VGE ne cache pas ses « angosses »... Ces élections consacrent pour les partis de la bourgeoisie une défaite totale. Le RPR et l'UDF paient maintenant l'addition des grèves de novembre-

décembre 1995. Au passage, Nicole Notat reçoit également une claquette magistrale.

Sur le terrain électoral, celui où la classe ouvrière a toujours le plus de difficulté à s'exprimer, la bourgeoisie vient de vivre une défaite politique historique depuis 1958.

L'APPRECIATION

D'ENSEMBLE

À CETTE ÉTAPE

En définitive, le résultat de ces élections peut-être apprécié comme suit :

1. La bourgeoisie a perdu une bataille qui fragilise à l'extrême la V^e République. Lucide, Raymond Barre dit : « Jacques Chirac doit maintenant payer le prix de l'échec » et, plus loin « Nous verrons bien si cette fois-ci, selon la formule bien connue, le provisoire ne va pas durer ». En clair, Raymond Barre envisage la possibilité d'une démission contrainte de Jacques Chirac.

2. L'ampleur de la défaite subie par le RPR, combinée avec la crise judiciaire et avec l'hétérogénéité des positions qui traversent le capitalisme français, signifie que la « recomposition politique » ne va pas être chose aisée et ne se fera pas en un jour. Ce qui va dominer la phase immédiate, c'est la poursuite du processus de dislocation dont le 1^{er} juin n'est qu'une étape de plus. Au cours de ce processus, le Front National va sûrement jouer un rôle grandissant et avancer vers le centre de la scène politique.

3. Le P.S. et le P.C. vont tout mettre en œuvre pour appliquer leur programme, c'est-à-dire la mise en œuvre du traité de Maastricht, mais

« autrement ». Pour tenter d'avancer sur cette voie, ils s'appuieront au maximum sur les organisations syndicales.

4. Dans leur tentative de dresser un barrage aux revendications des salariés et aux exigences démocratiques récentes de ceux qui ont voté pour eux, le PS et le PCF agiteront l'épouvantail du Front National. Ce sera sans doute l'argument avancé par le gouvernement Jospin pour ne pas mettre en cause la subordination de la politique économique au diktat des marchés financiers. En agissant ainsi, ce seront le PS et le PCF qui faciliteront les avancées du Front National, qui creuseront encore plus profondément son lit.

5. Les salariés ont rejeté Juppé-Chirac, l'UDF, le RPR. Ils n'ont aucune illusion. Contrairement à 1981, ils ne le considèrent en aucune façon comme « leur » gouvernement. Ils vont combattre, se mobiliser, exiger satisfaction à leurs revendications. Jamais depuis quatre ans la classe ouvrière, les chômeurs, la jeunesse n'ont connu une situation politique aussi favorable pour combattre. Le gouvernement Jospin ne bénéficiera ni d'état de grâce, ni de temps. La bourgeoisie, le patronat vont le « ester », le presser d'agir. Calvet a tiré le premier en annonçant 3.000 licenciements chez Peugeot. Mais les salariés n'accepteront pas de Jospin ce qu'ils ont refusé de Juppé.

6. Sommes-nous à la veille d'une crise révolutionnaire ? Nous citons ce que Lénine écrivait à ce propos (voir encadré). Ces conditions ne peuvent évidemment pas s'appliquer mécaniquement, même si beaucoup d'éléments sont réunis. En l'absence totale d'un pôle politique qui permettrait

à la classe ouvrière et aux masses populaires de pouvoir se regrouper rapidement, le développement de la situation et la création d'une issue positive reposent entièrement sur les capacités spontanées de combat et d'organisation des travailleurs. La grève avec occupation, et surtout la constitution de comités de grève élus se coordonnant d'un lieu de travail à un autre, constitueraient des pas importants dans cette voie. Mais la décadence accélérée des organisations se réclamant de l'héritage de Lénine et de Trotsky va peser lourdement dans la recherche d'une issue positive à la crise.

EN TOUT ÉTAT DE

LES LUTTES VONT S'INTENSIFIER

Ce qui est certain, répétons-le, c'est que la situation est exceptionnellement propice à l'intensification de la lutte des salariés. L'éditorialiste du Figaro, le 4 juin, a conscience de ces éléments :

« L'autre cohabitation de M. Jospin est encore plus délicate. Elle se situe, celle-ci, directement avec ses électeurs, qu'ils aient choisi idéologiquement la gauche ou qu'ils aient été déçus par la droite. Aujourd'hui, les Français ne laissent plus de " temps au temps ". Ils n'écourent guère ceux qui leur demandent de la durée ; ils " zappent " les politiques presque aussi rapidement qu'ils les ont élus ; ils ont une exigence de résultats.

L'impatience est à l'aune de l'espoir, énorme. On le voit déjà chez les salariés de Renault à Vitorce, attendant du gouvernement socialiste un gel de la fermeture de leur usine. On le verra bientôt chez Peugeot, qui aurait pu, il est vrai, mettre plus d'élé-

gance dans l'annonce de son plan "social". Là réside sans doute la première difficulté de M. Jospin : donner le sentiment d'aller vite, en sachant que nombre de ses propositions ne sont pas peaufinées et que plusieurs de ses engagements ne sont pas, actuellement, applicables ; concilier l'urgence des décisions espérées et une action à plus long terme, allier le temps du gouvernant et celui de l'opinion, forcément plus rapide ; bref, agir de façon que "la gauche de

la rue " accepte la gestion de " la gauche de gouvernement ". Rude tâche... »
L'intensification, la radicalisation des luttes de classes va provoquer le chaos, économique, social, politique. Chaos. Car seule une politique authentiquement socialiste opposant à la barbarie capitaliste la mobilisation de la société pour mettre en œuvre, en France, en Europe, un programme socialiste démocratique, apportera des réponses durables aux problèmes posés par le chômage, la mi-

sère, la précarité...
Le gouvernement Jospin mobilisera toutes ses énergies pour s'opposer à une telle politique. Mais le problème bien sûr est ailleurs : il n'y a pas de parti révolutionnaire, c'est-à-dire de parti capable de concrétiser une issue anticapitaliste déterminée, prenant appui sur la démocratie des salariés et des opprimés. Répétons-le : l'échec (c'est un euphémisme) de toutes les organisations se réclamant de la IV^e Internationale est patent, total. C'est donc dans la lutte

des classes que devront se rassembler les éléments d'un tel parti. Inutile de dire que cela ne sera ni rapide, ni simple. C'est ainsi. Et notre revue essaiera d'y contribuer avec ses modestes moyens. ■

1 Voir l'analyse de Carré Rouge du 8 mai dont nous publions quelques extraits en ouverture de ce numéro.

Une situation révolutionnaire selon Lénine

1. Impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée ; telle ou telle crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que « la base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore plus que « le sommet ne le puisse plus ».
2. Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.
3. Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui, en période de « paix », se laissent piller tranquillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées, tant par l'ensemble de la crise que par le « sommet » lui-même, vers une action historique indépendante.

D É B A T

Yves Bonin

N'importe quel militant le sait aujourd'hui : les formules magiques, les credos, les arguments d'autorité ne fonctionnent plus. Je connais la date de création de la CGT et bien d'autres choses encore de l'histoire du mouvement ouvrier : c'est aussi mon bagage. Mais force est de constater que cela ne suffit pas, et que détenir les Tables de la Loi est d'un faible secours. Il en a d'ailleurs toujours été ainsi : réciter une vulgate en guise de marxisme est une dénaturation fondamentale du marxisme. On ne peut se dispenser de réfléchir, d'inventer, car les choses se précipitent, et elles sont éternellement nouvelles. C'est pourquoi cette contribution sera peut-être « faible » et manquera singulièrement de citations puisées aux meilleures sources des théoriciens du marxisme. Mais elle est le point des réflexions d'un militant, qui cherche comme des dizaines de milliers d'autres, qui se sert de son bagage (où l'on trouverait une vaste provision de ces textes que je ne veux pas considérer comme « sacrés »), et qui écoute, discute, réfléchit, se trompe peut-être, mais qui a définitivement renoncé aux anathèmes, à la lourde ironie, aux excommunications. Tout cela nous a coûté trop cher.

SUD : recentrer le débat

DE QUEL DÉBAT

S'AGIT-IL ?

Le débat initié par l'article de Michel Charpentier (1) dans Carré Rouge n°3 et qui s'est développé avec les contributions de trois camarades dans le numéro 4 n'est évidemment pas un débat sur le syndicalisme. Il n'en était d'ailleurs pas question dans cet article initial, qui prenait soin de préciser que « Rien n'est

plus faux : il s'agit d'une recombinaison d'ensemble du mouvement ouvrier sur ses propres bases de classe, contre la bourgeoisie et l'impérialisme, et donc contre la bureaucratie. Il s'agit d'un mouvement qui touche tous les aspects de la composition de classe, politiques et syndicaux, brisant ou tentant de briser d'un même élan la barrière artificielle qui sépare depuis si longtemps le domaine du politique du domaine syndical. »

Ce qui ne revenait nullement à dire qu'il n'existe pas de spécificité à l'activité de ces deux formes de groupement historique du prolétariat. Le débat n'est donc pas un débat syndical. Gérard Combès le disait d'ailleurs très justement dans le troisième point de sa contribution (voir Carré Rouge n° 4, page 14). Le problème auquel nous devons nous faire face peut, me semble-t-il, se définir grossièrement de la façon suivante :

1- La classe ouvrière (et, ce qui est nouveau, toutes les classes de la société) souffre d'une absence tragique de représentation politique. Le « quatre pages » que nous avons édité avant les législatives, ainsi que l'éditorial de ce numéro le montrent clairement.

2- Si le prolétariat porte, comme je continue de le penser, une mission historique, qui tient, non pas à sa « misère », mais au fait qu'il est la seule classe qui n'ait rien à perdre et tout à gagner à l'expropriation de la propriété privée des moyens de production et à la destruction de l'État qui la protège (et c'est même sa fonction essentielle), si donc le prolétariat à cette mission historique, il lui faut s'organiser pour l'assumer, c'est-à-dire se constituer en parti qui exprime cette mission, qui combat pour l'accomplir. Faute de quoi, chaque victoire partielle est inévitablement appelée à être annulée. Faute de quoi, surtout, il ne peut avoir la force de briser la cause première (et en somme unique) de la barbarie dont tant de préfigurations se développent aujourd'hui sous nos yeux. En un mot, il faut faire de la politique. Il serait même urgent que nous en fassions à Carré Rouge... 3- Sans s'engager dans une discussion sémantique un peu vaine, plutôt que de parler de « mouvement so-

cial », terme bien vague, il faudrait selon moi s'entendre pour désigner par prolétariat, non seulement les salariés, mais tous ceux qui sont actuellement exclus du processus de production (chômeurs, sans toits, sans droits, RMistes, etc.) et les immigrés, avec ou sans papiers, qui sont des travailleurs comme nous et qui sont d'abord attaqués et fragilisés à ce titre. Notons au passage qu'un des plus grands crimes des organisations « traditionnelles » de la classe ouvrière (syndicats et partis) est d'avoir délibérément refusé d'organiser ces couches. C'est d'ailleurs la seule raison de la floraison, ces dernières années, d'innombrables associations, comités et regroupements divers destinés à pallier cette carence criminelle.

4- La faillite de la social démocratie et du stalinisme est irrémédiable. Ce n'est pas nouveau, mais il est bon de le rappeler.

5- Ce qui est plus nouveau, et que nous avons tous le plus grand mal à nous avouer, c'est que les organisations dites « révolutionnaires », qu'elles soient trotskistes ou non, ont également fait faillite, et qu'il faudra bien s'avouer enfin qu'elles ont elles aussi failli à leur mission. Non seulement leur régime interne s'est calqué sur celui, en particulier, des organisations staliniennes, mais elles ont passivement reproduit en leur sein toutes les tares de la société bourgeoise : machisme, brutalité, verticalisme, caporalisme, coupure entre manuels et intellectuels, etc.

Les certitudes dogmatiques que leurs survivants continuent de brandir, leurs querelles de chapelles, leurs guerres de territoire (si dérisoire pourtant) ne parviennent plus à masquer un pessimisme foncier. Ce qui ne les empêche pas de pratiquer avec une rage toujours intacte les

exclusions, les exclusives, les in-sultes et même les brutalités.

6- C'est dire qu'il n'y a rien à attendre de « cartels », des constructions savantes faites de regroupements de chapelles. Jamais, c'est maintenant pour moi une conviction profonde, cela ne produira quoi que ce soit qui approche le parti dont doit se doter la classe prolétarienne.

7- Il est tout aussi dérisoire d'attendre une possible construction des 3,5 % de l'« extrême-gauche » aux élections législatives, ou des 5 % d'« Arlette » à la Présidentielle. D'abord parce qu'une part significative de cet électoralat est loin d'être composé de militants qui se posent cette question, ensuite, et plus fondamentalement, parce que le messianisme que cela sous-entend n'a rien à voir avec la constitution du prolétariat en parti.

8- S'il ne peut en aucun cas en être le produit spontané et mécanique, cette constitution en parti du prolétariat ne peut se faire que dans les luttes du prolétariat. C'est dans le cours de ces luttes que nous pouvons sans cesse fixer cet axe, aider les travailleurs à comprendre que rien ne sera gagné tant que le capitalisme n'aura pas été battu définitivement et l'État détruit. Je ne sais pas ce que contient l'article de Cliff Slaughter cité par Olivia Meerson dans le présent numéro, mais je suis parfaitement en accord avec la courte citation qu'elle en donne.

Cela signifie que cette constitution en parti de la classe ouvrière ne naît pas spontanément comme l'étape qui suit naturellement et automatiquement l'émergence de comités de grève, fédérés entre eux, et qu'il faut à chaque époque que ceux qui ont compris cela l'aident, formulent analyses et objectifs, proposent et dialoguent, aident en particulier (grâce à

leur savoir historique) à déjouer illusions et pièges.

9- Qui sont « ceux qui ont compris cela » ? Je suis désolé de devoir le préciser, mais ce ne sont pas seulement (et pas spécialement) les anciens de la IV^e Internationale, forts de leurs certitudes et de leur immense savoir. Ils sont innombrables désormais, libérés des carcans de leurs anciennes appartenances, disponibles pour combattre, et d'une lucidité qui n'a rien à envier à la nôtre, même si leur parcours a été souvent très différent du nôtre, même si les mots par lesquels ils disent leur expérience ne sont pas les nôtres et nous chatouillent les oreilles. Faisons enfin un sort à notre passion à « caractériser », à affecter d'un label (le plupart du temps infamant) ceux qui parlent autrement : écoutons ce qu'ils disent, et apprenons à y entendre la rage d'en finir avec ce monde.

Mais cela ne peut se faire qu'en reconnaissant préalablement que nous avons tous échoué, et que notre échec n'est en rien moins cinglant que le leur. Si nous n'allons pas nous arrêter de combattre pour tirer des « bilans », n'omettons pas de les dresser fraternellement dans le cours même du combat. Et Carré Rouge peut y contribuer.

Avoir échoué ne veut pas dire sortir tout nus. L'esprit vierge de notre aventure : nous avons appris beaucoup, nos bagages sont bien pleins. Mais il faut être aveugle (ou ne pas mûlter) pour ne pas voir qu'il y a des révolutionnaires partout (et pas forcément plus nombreux dans les organisations « révolutionnaires »), qui ont tous un bagage infiniment respectable et parfois d'une richesse dont on se mord les doigts d'avoir été nous-mêmes coupés.

Là aussi, on peut parler de recompo-

sition : cette fin de XX siècle se purge de ses tourments, et il est en passe de rompre dans le même mouvement avec les scories du XIX !

10- On peut craindre que le léninisme ne puisse plus servir de modèle en rien. Non seulement le stalinisme l'a écrasé dans le sang, mais il l'a définitivement souillé, même si chacun de nous peut très savamment disserter sur son caractère relativement exemplaire. L'opprobre a rejaili sur lui. C'est injuste, mais c'est une donnée que l'on doit avoir à l'esprit pour discuter sans préalables avec ces militants qui cherchent comme nous une nouvelle forme d'organisation, et qui n'ont aucune idée de ses contours.

Nous sommes bien loin de SUD, n'est-ce pas ? Eh bien non ! Car il ne s'agit pas de se faire « un petit syndicat bien tranquille », à l'abri des bureaucraties traitées », ou de s'amuser avec un nouveau « concept-jouet », pas plus que de « rester sur un petit nuage » (citations très approximatives, mais l'esprit est intact).

Il s'agit de combattre avec notre classe, de l'aider à se dégager des rets de la bourgeoisie et de ses alliés, de l'aider à franchir les obstacles, en se liant dans ce mouvement avec des militants d'une immense qualité, quelle que soit leur « culture » d'origine, de réapprendre à écouter et à dialoguer. Il s'agit de chercher les voies du combat enfin efficace, et de le faire avec ceux qui se trouvent actuellement dans SUD, mais aussi dans la CGT, dans FO, dans la... C'FDT, dans la CNT, dans les partis petits et grands. C'est un tâtonnement, une recherche incertaine ? Oh que oui ! Mais elle n'avancera pas en s'obstinant dans le langage « viril » des anathèmes ou des « vannes » très douteuses. Ca-

marade Noël Zugo, je ne cherche pas plus que toi les « babouches du repos » : je milite, je tente d'avancer, comme toi et comme tant d'autres. Et ni mon athéisme viscéral (et philosophique), ni mon insolence incorrigible ne m'empêcheraient de suivre à la lettre ce que tu m'enseignerais si seulement j'étais convaincu que tu sais.

Alors revenons-en à SUD.

PETIT EXERCICE

PRATIQUE :

LA LUTTE

DES MAÎTRES-AUXILIAIRES

Il ne s'agit pas d'un combat comme un autre. Il ne s'agit pas non plus (c'est la dernière fois, camarade Zugo, mais il ne faut pas se payer un petit « effet » à la légère) d'une action très réformiste, ou d'un coup d'éclat, pas plus que d'une action en dehors de la classe ouvrière.

Les auxiliaires sont les précaires, les flexibles, la préfiguration, dans l'Éducation nationale, du sort général qui nous attend si le capitalisme parvient à ses fins.

Précaires, innés de tous. Parce qu'elles sont dirigées par une « aristocratie » ouvrière, ombre portée de la bourgeoisie dans les rangs prolétaires, les « grandes » organisations ne les défendent pas, ne les organisent pas. Cela imposerait de s'affronter centralement aux plans de la bourgeoisie, de rompre avec elle. Hier, les OS étaient ainsi placés en marge d'organisations ouvrières qui défendaient les qualifiés. Aujourd'hui, ce sont les précaires, les jeunes « stagiaires », les chômeurs, les MA. Crime inexplicable (à l'inverse, immense honneur des chemins d'Austerlitz qui ont refusé de reprendre en décembre 95 tant que

les COD n'étaient pas titularisés).
n ont ainsi abandonnés, parce que les syndicats ne faisaient pas ce qu'ils ont à faire, ils ont dû construire une coordination, régionale, puis nationale.

n n'est absolument légitime : c'est même la seule possible : titularisation immédiate (après des années de bons et loyaux services, comme les immigrés qui deviennent soudainement « irréguliers »), sans condition de concours ou de nationalité.

Cette revendication se heurte à deux obstacles majeurs : 1- les concours sont déclarés critère assuré de compétence (ce qui est une plaisanterie : le nombre de postes mis aux concours relève d'une décision budgétaire ; en quoi le premier recalé une année où il y a 60 postes au concours serait-il moins « compétent » que le dernier reçu d'une année où il y en a 150 ?) ; 2- ne peut devenir fonctionnaire que celui qui a la nationalité française (et, depuis peu, celui qui est né dans la communauté européenne), en vertu du statut de la Fonction publique.

Les MA maintiennent cependant leur revendication : leur compétence a été attestée par le fait qu'ils ont été réemployés souvent depuis plusieurs années (parfois quinze ou vingt !), inspectés, souvent félicités. Quant au statut de la Fonction publique, avec son exigence de nationalité, s'il devient un obstacle au droit au travail après avoir été un acquis dans la protection des travailleurs, alors il doit être changé.

n son ardeur et le sérieux de son organisation, l'écho et la reconnaissance qu'elle rencontre chez les MA, la coordination ne suffit pas à faire plier tous les obstacles, et en particulier celui du SNES, dans lequel d'ailleurs beaucoup ont des illu-

sions. Ils combattent cependant, multiplient les manifestations, ont recours aux grèves de la faim, vont au ministère. Leur acharnement est tel que Bayrou doit mettre en place un simulateur de négociations. Les MA s'y rendent, accompagnés d'une intersyndicale (avec le SNES, la FEN, SUD, la CNT, la CFDT, auxquels se joint AC !). Ils maintiennent leur pression, interdisant en particulier au SNES de conclure dès les premières propositions dérisoires du ministre. Ils refusent en tout cas avec obstination de céder aux pressions qui voudraient leur faire abandonner le refus du concours et de la clause de nationalité.

n cette pression, Bayrou met en place, en plein accord avec le SNES qui a entre temps signé les accords Perben sur la fonction publique (avec FO, la FEN et la CFDT, mais pas la CGT, ni SUD) un concours dit « réservé » qui vise à entériner un plan de licenciements comme il n'y en a jamais eu dans la Fonction publique. La plupart des MA, et tous les étrangers, sont écartés de la possibilité de s'y présenter.

n l'abandon de la titularisation des MA : ils refusent la tenue du concours en Ile-de-France une première fois, se réunissent à plusieurs centaines à la Bourse du Travail de Paris et font voler en éclat une seconde tentative de leur faire cautionner ce concours oedeu.

C'est un échec considérable pour Bayrou et pour Perben (chassés de leurs ministères par les élections) mais surtout pour le SNES, qui a jeté toutes ses forces, tout son prestige dans la bataille, allant jusqu'à stigmatiser les MA qui ont « empêché » d'autres MA d'être titularisés. Cet échec, c'est celui du concours Bayrou-Vuallat (2). Les MA n'ont pas encore gagné, mais ils ont eu raison de

Bayrou, et ils ont ébranlé la seule force sur laquelle pouvait s'appuyer le gouvernement : le SNES. Qui plus est, ils en ont conscience, et beaucoup ont compris ce qu'était le SNES, ont déchiré leur carte, se tournent vers SUD. Et SUD dans tout ça, précisément ? Loïn de se tenir sur un « petit nuage », il a combattu.

n à son compte, comme une revendication centrale, vitale pour toute la classe ouvrière et la jeunesse, celle de titularisation immédiate et sans condition de tous les MA, étrangers compris, c'est-à-dire de lutte contre la précarité, contre la flexibilité, contre la destruction des statuts. En dehors de la CNT, personne ne le dit. Or, le dire, c'est la première des aides apportées aux MA.

n pas limitée à cela : la coordination des MA a été hébergée dans les locaux de SUD éducation, où elle a pu faire un usage illimité des (faibles) moyens matériels du syndicat. Ce faisant, SUD éducation a mis en application une conception qui n'aurait jamais dû être abandonnée dans le mouvement ouvrier, et qui aurait dû aboutir à ce que les chômeurs continuent d'être organisés dans les syndicats, de même que les immigrés, les jeunes « stagiaires », etc. Cette demande monte de plus en plus : elle exprime de manière concrète l'exigence d'un renouveau du syndicalisme. SUD l'a mise en pratique.

n SUD éducation a apporté aux MA une aide « politique », prenant des initiatives propres (en particulier une manifestation, certes minoritaire, avec la CGT et la CNT, au ministère), discutant des initiatives à prendre, manifestant à de nombreuses reprises sous ses propres banderoles mais avec le col-

lectif des non-titulaires. Aide politique aussi que de montrer, par notre existence même, que nous avons tiré un certain bilan de ce qu'est le SNES, de ce qu'est le SGEN, et d'éviter les pièges que la confiance encore importante des MA dans le SNES leur tendait.

n : laquelle SUD éducation a défendu, sous ses propres banderoles, dans sa presse (où cette question est considérée comme stratégique), les revendications des MA, en particulier contre ce qu'ils ont fini eux aussi par qualifier de concours Bayrou/Vuallat, a été précieuse pour leur combat et continuera de l'être face à ce nouveau gouvernement.

n l'apport de ces jeunes militants, SUD éducation se met en position de poursuivre avec eux ce combat, sans concessions, c'est-à-dire avec le maximum d'efficacité.

Ce combat, c'est celui qu'ont mené dans SUD éducation des militants, anciens trotskistes, anciens pro-chinois, toujours anarcho-syndicalistes, sans parti. En un mot, c'est le combat d'un syndicat.

Mais une question se pose : fallait-il désertier nos anciennes organisations, celles dans lesquelles le hasard nous avait fait naître ou dans lesquelles d'anciennes manœuvres d'appareils nous avaient affectés ? N'aurions-nous pas dû y rester pour mener ce combat ? Ne tournons pas autour du pot : SUD éducation est-il bien légitime ? N'y a-t-il pas eu un seul grand syndicat légitime, la FSU ? Beaucoup pensent cela. Pourquoi ne pas en discuter ? Eh bien, je ne le crois pas, je suis même convaincu du contraire. Et je prie mon camarade historien du mouvement ouvrier d'en convenir : j'ai beaucoup donné dans ce sens.

Pourquoi cette conviction ?

QU'EST-CE QUE LA FSU ?

Produit d'une « recomposition » parfaitement bureaucratique, cette « grande » organisation (qui est une véritable organisation syndicale de masse) est une très vieille bouteille dont on a changé l'étiquette. Son cœur est le SNES, organisation clientéliste, cogestionnaire, gardienne de l'ordre, réactionnaire dans ses thèses scolaires. Son organisation est celle héritée de la vieille FEN, avec un jeu parfaitement rodé et complètement figé de tendances, ex primant plus ou moins les intérêts politiques des petits et grands partis. Il ne s'agit pas d'une forme de fonctionnement démocratique, mais de la fiction la mieux organisée dans le paysage syndical français.

La FSU use de manière remarquable d'une « stratégie d'image » : pour capter les aspirations de plus en plus pressantes à un autre syndicalisme, elle sait chevaucher tous les mouvements, soutenir (sur le papier, jamais dans la rue) le DAL, Droits Devant, les sans-papiers, la marche vers Amsterdam. Soutien fictif, bien entendu, qui ne se traduit jamais par une mobilisation des militants.

La FSU, et ce n'est pas la moins explosive des contradictions qui la minent, a su capter une force jeune, qui, elle, ne s'est pas délogée de la FEN par une simple manœuvre d'appareil (comme c'est le cas du SNES) mais au terme d'un combat contre le vieux SNI. Le SNUIPP ne ressemble pas au SNES, même si ses élus trouvent vite (avec l'aide logistique du SNES) les voies de la cogestion la plus vulgaire. Il y a là une aspiration, et une mise en œuvre partielle, à un nouveau syndicalisme, qui préfigure (ou est un élément) de la recomposi-

tion dont parlait Michel Charpentier. Alors, dans le cas des MA, que fait-il faire ? Entrer dans l'École émancipée, qui a sagement joué le rôle qui lui a été distribué dans la pièce de théâtre des tendances ? Créer une nouvelle tendance, plus radicale, vite muséifiée au nom de ses 1,5 % ou à peine plus ? Rentrer dans la tendance EE-FUO et y exiger avec la plus grande vigueur que les dirigeants rompent avec la bourgeoisie et appellent à une gigantesque (ou formidable...) manifestation à l'Assemblée nationale ?

Non : nous avons fait le pari (nous sommes dans une bataille concrète, pas dans une fiction où tous les dogmatismes peuvent s'affronter sans dommage) de mettre en place un pôle qui permette de mener précisément des batailles de ce genre. Nous avons fusionné avec des camarades qui venaient de sortir (et avec quel panache !) du SGEN-CFDT, au terme d'un combat sur des positions de classe. Auraient-ils dû rester dans le SGEN, pour « affronter Notat » ? On croit rêver ! De quoi parlons-nous ? Ils l'ont mené, ce combat, et pas seulement avec des mots, méprisant les petites miettes bureaucratiques qu'on leur concédait dans ce cadre. Ils l'ont mené concrètement, courageusement. Auraient-ils dû rester, il faut répondre à cette question. Je réponds non, ils ont eu raison, et s'il y a un regret, c'est qu'ils ne soient pas sortis dans la suite immédiate des batailles de décembre 95 : l'acte de naissance de SUD éducation en aurait été encore plus lisible. Auraient-ils dû rentrer à la FSU ? J'ai déjà répondu.

SUD, POUR QUOI FAIRE ?

Mais cela ne suffit pas. S'il s'agit de construire un autre syndicat, le érie-

me dans l'enseignement : s'il s'agit de morceler un peu plus encore le paysage syndical ; s'il s'agit, allez : risquons le grand mot, d'accroître la division, alors c'est une mauvaise chose, et il faut le dire. Mais s'il s'agit, dans un paysage syndical largement verrouillé, de tenter d'apporter une aide à l'exigence de plus en plus massive de mettre en place un autre syndicalisme, et pour cela d'aider les masses à peser pour que ce paysage se recompose sur d'autres axes, alors c'est une aide pratique utile. Mais comment y aider ? L'exemple de la bataille des MA peut permettre de le comprendre. Formuler dans SUD les revendications autour desquelles peut se mener un combat efficace, leur donner le tranchant nécessaire, organiser autour d'elles une force respectable ; réfléchir et abattre certains tabous (comme celui des concours, de la « compétence », de la connaissance « neutre », du statut de la Fonction publique, de l'école « de la République », etc.) ; mettre en place des pratiques différentes dans la vie syndicale quotidienne : rejeter ce poison du syndicalisme de « services » et de clientisme (dans lequel FO a vainement tenté d'entrer en compétition avec le SNEs, par exemple) ; préserver une stricte indépendance vis-à-vis de l'État, des gouvernements et des partis : cela me paraît un projet acceptable. Mais le danger de s'installer est grand. C'est d'ailleurs beaucoup dire : les dangers que signale Noël Zugo sont bien réels. A une réserve près : il n'y a pas de place pour un autre syndicat. Alors à quoi doit servir, à quoi doit œuvrer SUD éducation ? A inscrire

continuellement son action dans la perspective de la reconstitution, à y travailler. Son existence le voue à être transitoire. Et alors ?

ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE

FAIRE LE PARI DE LA VIE

La grande reconstitution se fera-t-elle dans la CGT unitaire et démocratique ? Je n'en sais rien. Mais ce dont je suis sûr, c'est que le paysage sera bouleversé ou que nous crèverons tous. Socialisme ou barbarie, cela veut dire pour moi : révolution ou barbarie. Et qui dit révolution dit coup de balai, émergence de quelque chose de neuf. Avons-nous à en prédire les contours ? Le pouvons-nous ? Ce petit jeu a beaucoup occupé les salons. Il est parfaitement vain.

En tant que militant qui ne renonce pas, j'ai fini par me persuader qu'il faut construire quelque chose qui n'a jamais été fait, parti et syndicat, parce que tout le reste a prouvé son échec tragique. Je suis certain que ce quelque chose de « neuf » se réappropriera tout ce que le mouvement ouvrier a historiquement appris et expérimenté. Echapper à la barbarie à laquelle nous emmène le capitalisme est un formidable défi lancé à l'humanité. Je conserve quant à moi une bonne dose de confiance dans le fait qu'elle parviendra à faire du neuf, à bouleverser la donne, à redistribuer les cartes, et qu'elle le fera derrière les prolétaires, qui se ressaisiront de tout leur passé. Et tant pis si, comme Marx le prédisait, les choses avancent, une fois encore, comme toujours, par le côté obscur. Mieux : il est évident que la révolu-

tion, au sens fort du mot, consiste toujours à trouver des solutions inédites, qui incluent toutes les expériences passées, toutes les formes essayées, mais qui les dépassent, les bouleversent, les transforment radicalement. Sinon, il n'y a tout simplement pas de révolution. Mais que l'on ne compte plus sur moi pour me dresser comme un professeur face aux prolétaires, ému de leurs balbutiements, sévère devant leurs tâtonnements, pour leur dire de prendre garde à ne rien casser dans leur musée, qu'ils sont passés par ici et qu'ils repasseront par là, nécessairement. Je n'ai pas ce genre de pessimisme foncier, et je crois encore assez, donc, aux forces de la vie (3).

Je ne comprends tout simplement pas (voilà que cela me reprend, mais c'est vrai qu'il m'a bien irrité, le camarade...) ce que veut dire le camarade Zugo lorsqu'il dit que le mot « reconstitution » n'appartient pas au vocabulaire du mouvement ouvrier, qu'il ferait partie de la langue de bois des traitres pablistes (qui font partie de quel mouvement, eux ?). Que ce mot existe ou non dans le grand dictionnaire officiel de la langue authentiquement prolétarienne dont le camarade Zugo est le détenteur et le gardien auto-proclamé, qu'il ait été inventé par les uns ou les autres (ou par le diable), tout cela m'importe peu : il n'y aura pas de révolution sans une gigantesque reconstitution du mouvement ouvrier sur de nouveaux axes, sans un saut monstrueux pour se dépouiller des lambeaux des vieilles organisations, des vieilles directions, sans qu'il invente de nouvelles formes d'organisation pour accomplir enfin ce que lui seul peut accomplir. Alors, CGT unitaire et démocratique, ou

pas CGT unitaire et démocratique ? Qui vivra verra. C'est dans ce cadre que s'inscrit la discussion concernant SUD. Cela ne la clot pas, loin de là, et il est éminemment souhaitable qu'elle continue.

1- ...qui n'a rien à voir avec l'ancien secrétaire national du SNETAA : nous l'aurions précisé si cela avait été le cas !

2- Monique Vuallat est la secrétaire nationale du SNEs.

3- Je ne vais pas vous faire le coup de la citation préférée de Lambert, mais c'est une bien belle citation et je n'y résiste pas : « La théorie est sèche, mais l'arbre de la vie est éternellement vert... »

C O U R R I E R

Nous avons reçu d'un lecteur parisien une lettre dont nous publions l'extrait essentiel, auquel François Chesnais répond. Sans que cela se traduise nécessairement par des contributions destinées à la publication, les lecteurs de Carré Rouge manifestent de plus en plus l'intérêt qu'ils portent à sa lecture. La discussion amorcée dans le n° 3 et poursuivie dans le n° 4 et dans le présent numéro à propos de l'émergence de syndicats SUD est très exactement ce que nous voudrions que soit Carré Rouge : une revue qui contribue à réfléchir et à débattre entre militants ouvriers. Le présent échange se situe dans ce cadre. Ecrivez-nous ! Proposez articles et contributions : nous en avons tous le plus pressant besoin.

Un échange sur la question du mot d'ordre des Etats-unis socialistes d'Europe

LA LETTRE DU CAMARADE C.M. DE PARIS

« Le texte des élections [il s'agit de quatre pages dont nous publions des extraits au début de cette revue. NDR.] est stimulant et contient de bons éléments de réflexion. Je discute cependant l'idée d'une « Europe socialiste » dans la mesure où il me paraît impossible que, si celle-ci parvenait à se constituer, la guerre, non seulement économique avec les Etats-Unis et leurs alliés, mais la guerre militaire, n'éclate pas et sans pitié. Je crois, comme au temps d'Analyses et Documents, que cette révolution doit être internationale et prendre appui aussi largement que possible sur les classes exploitées du reste du monde, américaines surtout. On a justement reproché à la gauche européenne de laisser le capitalisme

s'organiser à l'échelle européenne sans rien faire. Maintenant que le capitalisme est déjà largement au stade de la mondialisation, devons-nous nous replier sur l'Europe alors que la perspective socialiste a toujours été celle d'un internationalisme d'avant-garde ? Je crois que sur ce point l'offensive envers les agences internationales (FMI, BM, GATT nouveau, etc.) qui sont les instruments du cosmopolitisme capitaliste, est aussi à l'ordre du jour. Vaste programme certes, mais ne laissons pas toujours l'histoire se passer au-dessus de nos têtes et réfléchissons aux moyens de l'atteindre là où elle est.

Fraternellement,
C.M., Paris. »

LA RÉPONSE DE FRANÇOIS CHESNAIS

La lettre de C.M. ouvre une discussion sur des questions capitales. Je voudrais la poursuivre avec les réflexions suivantes, qui susciteront, j'espère, une réponse de sa part.

La perspective des États-Unis socialistes d'Europe me paraît être la seule réponse qui puisse être donnée aux aspirations positives qui sont actuellement déviées par l'objectif de « l'Europe sociale » (dont on a vu les limites dans la manifestation du mois de mars sur la fermeture de l'usine Renault de Vilevorde) ou même par celui qui reste parfaitement flou de « l'Europe des travailleurs ». C'est la seule façon aussi de combattre le « social-patriotisme » ambiant, ainsi que l'illusion totalement réactionnaire (confortée par certains courants de « l'extrême gauche ») que les problèmes auxquels la classe ouvrière, les chômeurs, les jeunes se trouvent confrontés en France pourraient trouver une solution tant soit peu durable sur le terrain national. Autant la lutte des classes est nationale dans sa forme, en Europe comme ailleurs, autant le cadre dans lequel une solution stable, une issue autre que tout à fait transitoire aux agressions du capital financier, peut être trouvée n'est plus national : il est européen.

C'est là que la mise en œuvre d'un programme anticapitaliste conséquent devient parfaitement faisable, et ouvre une issue aux classes ouvrières des pays de l'est de l'Europe et de la fédération de Russie.

Ce n'est évidemment qu'à l'échelle mondiale que l'impérialisme pourra être définitivement battu et le capitalisme dépassé. De même, ce n'est qu'à ce niveau que des solutions adéquates pourront être trouvées et appliquées aux problèmes qui assaillent les masses opprimées du « Tiers Monde ». Avec l'effondrement du stalinisme, sur lequel « l'anti-impérialisme » des années 1960 et du début des années 1970 (Vietnam, Cuba, Congo) continuait en fait à prendre appui, même lorsqu'il s'en démarquait partiellement, avec la multiplication des tragédies locales et avec la montée en puissance de « l'action humanitaire », il me semble que l'internationalisme ouvrier est devenu de plus en plus une abstraction, par rapport à laquelle les campagnes menées par telle organisation ou tel groupe trotskiste sur tel ou tel pays ont eu de moins en moins de prise. Le combat pour les États-Unis socialistes d'Europe pourrait permettre à l'internationalisme ouvrier de redevenir une

idée saisissable de façon immédiate. Les États-Unis socialistes d'Europe se constitueraient inévitablement dans un conflit avec le capital financier dont les États-Unis d'Amérique et l'État fédéral à Washington sont la base principale. Cela comporterait des risques d'affrontement majeur bien sûr, mais n'en a-t-il pas toujours été ainsi pour tous les peuples et toutes les classes ouvrières qui se sont engagées tant soit peu dans la voie de la rupture avec l'impérialisme ? Je crois que la mise en œuvre d'un programme anticapitaliste conséquent en Europe serait l'élément par excellence qui permettrait à un mouvement ouvrier radical de se reconstituer aux États-Unis.

L'écho que tous les événements français, y compris les résultats électoraux du 1^{er} juin, continuent à avoir en Amérique latine, me convainc que dans d'autres parties du monde, la formation des États-Unis socialistes d'Europe serait perçue comme le signal du moment de se lancer dans le combat contre les bourgeoisies locales et toutes les agences internationales (FMI, Banque mondiale, OMC) qui servent de relais ou de paravent au capital financier.

n

F.C.

Faites-nous parvenir vos remarques,
vos suggestions, vos contributions à
Carré Rouge, BP 125, 75463 Paris CEDEX 10

L'une des oppositions les plus virulentes à la participation gouvernementale est venue, au sein du PCF, de la fédération du Pas-de-Calais et de plusieurs sections parisiennes, toutes animées par des membres de la « Coordination Communiste », qui dénoncent notamment le caractère « maastrichien » du Parti socialiste et de son gouvernement.

Contre Maastricht, un nationalisme « de gauche » ?

Si la question de Maastricht, de la monnaie unique et des critères de convergence devant préparer son instauration est passée assez largement au second plan pendant la campagne des élections législatives, tout porte à croire qu'elle sera la trame de fond de nombre d'affrontements à venir, dans lesquels les travailleurs, le « mouvement social », en viendront inexorablement à s'affronter au nouveau gouvernement de la bourgeoisie française, fût-il « de gauche ». Il n'est donc pas inutile de s'intéresser aux positions développées sur cette question par la Coordination communiste, d'autant plus qu'elles sont également véhiculées, à des degrés divers, par d'autres forces agissant au sein du mouvement social.

L'Union européenne, l'Acte unique européen et le traité de Maastricht sont la réponse des bourgeoisies impérialistes européennes à la mondialisation capitaliste — économique et financière — : il s'agit de bâtir un ensemble qui « fasse le poids » face aux deux autres blocs dominants, or-

ganisés autour des Etats-Unis et du Japon. Pièce essentielle de cette stratégie, la monnaie unique ne peut, dans les conditions actuelles, être mise en place que sous le leadership allemand, c'est-à-dire autour de l'économie la plus puissante et de la monnaie la plus forte en Europe. Les négociations intergouvernementales qui se poursuivent sur l'application des critères (avec notamment les « conditions » avancées par Jospin et le PS) traduisent, dans le cadre d'un accord général, les intérêts partiellement divergents des différentes bourgeoisies européennes, en même temps qu'elles reflètent aussi la pression de la lutte de classes, inégale dans les différents pays (et particulièrement sensible en France).

Il est évident que les travailleurs et les opprimés doivent s'opposer à une « construction européenne » entièrement tournée contre leurs intérêts. Les déréglementations et dérégulations, les privatisations et/ou suppressions des monopoles de service public sont non seulement ins-

crites dans les textes européens mais organisées, planifiées de concert, à Bruxelles, par les principaux impérialismes européens. Chacun d'entre eux isolément, privé des arguments de la nécessaire construction européenne (notamment pour garantir la « paix ») et de « l'inexorabilité » de décisions reflétant une force et une volonté supranationales sur lesquelles les travailleurs sentent qu'ils n'ont pas vraiment de prise, serait bien en peine (en tout cas, bien davantage qu'aujourd'hui) d'imposer au prolétariat de son pays les « adaptations indispensables »... afin de garantir ses profits.

Il faut donc s'opposer à Maastricht et, plus généralement, au projet capitaliste-impérialiste qu'incarne l'Union européenne. Mais s'y opposer au nom de quoi ? De quels choix, de quelle perspective alternative ? La question n'est absolument pas secondaire, au sens premier du mot. Elle conditionne le développement d'un combat de classe. On ne peut pas dire simplement « Non à Maastricht », « et après on verra ». D'autant moins que ce même mot d'ordre est porté par des forces non seulement bourgeoises mais fascistes ou pré-fascistes, représentant aujourd'hui les intérêts de secteurs marginalisés de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Et que l'on sait depuis maintenant un certain temps que l'électorat du FN (malheureusement ouvrier et populaire dans des proportions importantes) préfère toujours « l'original à la copie ».

NATIONALISME...

Or, c'est là justement que le bât blesse. Car tous les antimaastrichtiens sincères du PCF (c'est aussi le cas, notamment, de la petite fraction de la

« Gauche communiste », qui se revendique entre autres de Trotsky...) mènent leur opposition, non sur une base internationaliste, pour l'unité des travailleurs d'Europe et au-delà, mais à partir de critères directement puisés dans le nationalisme bourgeois.

La fédération du Pas-de-Calais du PCF a ainsi organisé le 14 mars à Lens, en commun avec le Mouvement des Citoyens, une manifestation anti-Maastricht convoquée sur le mot d'ordre « Halte au bradage de la France ». D'après la Coordination communiste, il s'agit de défendre la « souveraineté nationale » de la France « en prolongeant l'héritage patriotique de Valmy, de la Résistance » (Initiative communiste n° 17, avril 1997). Vieil amalgame stalinien pur sucre, qui pour faire accepter aujourd'hui une improbable défense de gauche de la « patrie », en appelle au souvenir d'un mouvement révolutionnaire pluriclassiste à l'époque révolue de la bourgeoisie ascendante et historiquement progressiste, ainsi qu'à celui d'un combat antifasciste dévoyé dans les ornières du nationalisme bourgeois et de la collaboration de classes. Autre amalgame stalinien d'ailleurs utilisé, celui qui invoque les mânes de Lénine défendant « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », en passant sous silence le fait essentiel que Lénine parlait des peuples et nations opprimés. Contre « le capital financier, artisan de la capitulation nationale », la Coordination communiste lutte quant à elle pour la « libération nationale » d'un Etat impérialiste oppresseur !

A l'heure de la mondialisation « libérale », se replier sur la défense de la « patrie » est certes plus que tentant pour des staliniens mal dégrossis (1). Mais cette perspective n'en est pas moins totalement illusoire. Vouloir se

replier derrière ses frontières, alors que le développement capitaliste a constitué en Europe une véritable entité économique (et dans une large mesure, au moins objectivement, politique), en multipliant à tous les niveaux les liens d'interdépendance, c'est tenter de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Les survivants du stalinisme en 1997 font comme ces socialistes utopiques du XIX^e siècle qui, face à « l'horreur économique » que constituait à l'époque la grande industrie naissante, voulaient réhabiliter la manufacture et la production artisanale.

Pour les travailleurs, il ne s'agit donc pas d'aller contre l'unité de l'Europe, de renforcer les frontières nationales. Une telle perspective, si elle se concrétisait, déboucherait sur une régression économique telle qu'elle signifierait la barbarie — une autre forme de barbarie que celle actuellement en marche. Il s'agit tout au contraire d'opposer à l'Europe capitaliste et libérale la lutte pour une autre construction européenne, une Europe véritablement unie, solidaire et fraternelle. Celle-ci ne pourra surgir que des luttes des travailleurs, parvenant à construire à l'échelle de tout le continent un « mouvement social » unifié. Avec d'énormes difficultés, tâtonnements, confusions, les premiers pas commencent à se réaliser sur ce terrain où le prolétariat accuse un grand retard sur les forces capitalistes. Tel est l'enjeu décisif se trouvant derrière une mobilisation telle que les « marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion », ou derrière les premières réactions communes des travailleurs européens de Renault. Cette unification des luttes, allant bien au-delà d'une simple « solidarité », contre des capitalistes qui, eux, se sont largement coordonnés et unifiés

à l'échelle européenne et au-delà, est devenue une nécessité pour que redevienne crédible la perspective de s'emparer du pouvoir afin d'engager une transformation socialiste. Pour redonner vie à la transformation socialiste, en France comme partout ailleurs en Europe, il faut la perspective de l'Europe unie des travailleurs, que préparera une fédération des républiques des travailleurs, les « Etats-unis socialistes d'Europe » selon l'expression utilisée notamment par Trotsky.

COLLABORATION DE CLASSES...

Evidemment, ce combat nécessite aussi que les travailleurs arrachent leur indépendance politique de classe. Aucun bourgeois ne s'attaquera jamais à la source de ses profits ; et si l'on peut trouver des alliés bourgeois pour condamner Maastricht, on n'en trouvera certainement pas afin de lutter pour le socialisme... Cependant, sur ce point également, les oppositionnels du PCF reprennent une vieille antienne stalinienne. Selon la Coordination communiste, dans le même journal déjà cité, si le prolétariat ne doit pas être une « force d'appoint à certains secteurs "nationaux" de la bourgeoisie », il lui faut néanmoins « travailler à un large rassemblement [...] de toutes les forces démocratiques et patriotiques » et « savoir utiliser les contradictions inter-capitalistes, aggraver toutes les fissures, pour combattre l'ennemi dominant : le capital financier, artisan de la capitulation nationale ». Le capitalisme « financier » uniquement, il

faut le souligner.

Il serait utile que nos staliniens résiduels expliquent comment ils comptent utiliser ces contradictions et à qui ils pensent pouvoir s'adresser pour cela : Calvet (comme le PCF l'a fait récemment en lui accordant une pleine page de L'Humanité), Seguin (avec qui « copinait » le MDC)... Qui ? Car si l'on prend en considération le fait que ces « orthodoxes », avec notamment l'argument de la défense de la « nation » contre « l'impérialisme », ont pris position aux côtés des rouges-bruns en Russie et des tchetniks en Bosnie-Herzégovine, on peut craindre le pire.

ET RÉFORMISME

Parce qu'elle implique le renversement des différents gouvernements bourgeois (de droite comme « de gauche ») et la prise du pouvoir par les exploités et les opprimés, la lutte pour l'Europe unie des travailleurs est aussi, par définition, révolutionnaire. La Coordination communiste et les autres oppositionnels du PCF, quoi qu'ils en disent, défendent au contraire une orientation éminemment réformiste.

Ce réformisme, bien dans la tradition stalinienne, s'exprime concrètement, sur le terrain de l'Europe, dans le mot d'ordre de « Abrogation du traité de Maastricht » (2). Il est en effet parfaitement juste de revendiquer, à l'intérieur d'un Etat national dans lequel la lutte de classes fait pression et s'affronte directement, physiquement, aux institutions politiques de la bourgeoisie, l'abrogation de telle ou telle loi. Mais demander aujourd'hui que

l'on « abroge » Maastricht, c'est-à-dire que les quinze chefs de gouvernement (peut-être sur proposition de l'un des leurs, plus « patriotique » que les autres ?) s'assoient à la table du Conseil européen et disent « finalement, nous allons abroger ce traité », relève d'une forme nouvelle, sui generis, de crétinisme parlementaire. Ou alors, c'est fixer sciemment au mouvement social des objectifs absolument hors de son atteinte.

Loin de l'utopique « abrogation », la lutte contre Maastricht passe par une mobilisation des travailleurs et des exclus, dans la grève et dans la rue, et la plus unifiée possible à l'échelle européenne, pour faire reculer les divers gouvernements et ainsi tailler en pièces, dans les faits, le traité de Maastricht. Mais encore une fois, une telle bataille ne peut pas être menée au nom du « patriotisme ». A bas Maastricht ! A bas la « construction européenne » des capitalistes ! Pour l'unité des luttes de tous les exploités et opprimés d'Europe, qui préparera l'Europe unie des travailleurs ! Il n'y a pas d'autre voie pour un combat de classe.

n

(1) Ce n'est pas faire injure aux membres de la Coordination communiste que de les définir comme des staliniens. Ils se revendiquent eux-mêmes, « par défaut », du parti de Staline, lorsqu'ils affirment s'opposer au « parti-guide, théorisé et institutionnalisé dans la Constitution soviétique à l'époque de L. Brejnev » (article sur l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, Initiative communiste n° 17).

(2) C'est également le mot d'ordre du Parti des travailleurs (ex-OCI/PCI), qui en a fait l'axe de sa campagne électorale des

D I S C U S S I O N

législatives. Logiquement, ses affiches de campagne opposaient à Maastricht, non une fédération socialiste, mais « l'union des républiques libres et des nations indépendantes d'Europe ».

D O C U M E N T

CONTEXTE POLITIQUE
EUROPÉEN AU MOMENT
DE LA RÉDACTION DU
LIVRE :

en France :
Février 34 à Paris, émeute fasciste anti-ouvrière le 6 Février
Novembre 34 : Doumergue directement appuyé par les Ligues Croix de Feu est renversé par Flandin qui nomme Laval aux Affaires Étrangères
Mai 35 : Succès du front populaire aux élections municipales. Flandin démissionne, Laval obtient les pleins pouvoirs pour contre l'offensive ouvrière.
en Italie :
fin 33-fin 34 : Doublement des effectifs du parti Fasciste (passant de 1 à 2 millions)
1935 : Campagne d'annexion de l'Éthiopie, déclarée «guerre des pauvres, guerre des prolétaires» par Mussolini
en Allemagne :
Janvier 33 : nomination de Hitler comme Chancelier (des élections libres au Parlement lui avaient accordé 37 % des voix, plus que les voix social-démocrates et communistes) ;
Février 33 : incendie organisé du Reichstag (Parlement) destiné à créer le prétexte d'une chasse à l'homme contre les communistes et les juifs ;
Avril 34 : mesures administratives anti-juives; annexion des locaux syndicaux ;
Jun 34 : « nuit des longs couteaux », surnom pour la liquidation de l'État-major des S.A. de Röhm, qui apparaissent alors comme la « gauche populiste » du Parti Nazi ; puis légalisation des exécutions par le Parlement ;
Juillet 34 : assassinat du Chancelier autrichien Dollfuss n'aboutissant pas encore à l'Anschluss de 1938 (intégration à la Grande Allemagne) combattue par Mussolini et Hindenburg ;
Août 34 : mort du Président Hindenburg ; Hitler s'attribue son titre et se fait plébisciter par 90 % des voix ;
Été 35 : lois dites de Nuremberg interdisant aux juifs tous mariages et rapports sexuels avec des citoyens de sang allemand ou

« On ne pardonne ni à une nation, ni à une femme (sic) une heure d'inattention où le premier aventurier venu peut les terrasser et les posséder » (Karl Marx)

Daniel Guérin
« Le Fascisme pourrait être demain notre châtiment si nous laissons passer l'heure du socialisme ».

Introduction de 1936

« Exposer les véritables raisons de la victoire fasciste [de 1933], démasquer sans ménagement les défaillances des partis [des travailleurs] vaincus que d'autres s'obstinaient à camoufler, convaincre le lecteur qu'on ne pouvait pas combattre le fascisme en s'accrochant à la planche pourrie de la démocratie bourgeoise, qu'il fallait donc choisir entre fascisme et socialisme, tel était mon propos. »

Préface de 1945

« La bourgeoisie capitaliste est demeurée dans l'État totalitaire une force autonome, poursuivant ses fins propres. Elle a fait revêtir aux autres la chemise brune... mais ne l'a pas revêtue elle-même... L'armée est de tout temps l'instrument par excellence de la classe dirigeante. La relative indépendance de l'armée par rapport au régime, son refus de se laisser entièrement nazifier, expriment l'autonomie du grand capital... vis à vis du régime fasciste, son refus de se laisser caporaliser...

Le fascisme n'est pas seulement un instrument au service du grand capital, mais en même temps un soulèvement mystique de la petite bourgeoisie paupérisée et mécontente. Les « grandes démocraties » ont combattu Hitler, non comme elles le

prétendent aujourd'hui à cause de la forme autoritaire et brutale du régime national-socialiste, mais parce que l'impérialisme allemand s'est permis de leur disputer l'hégémonie mondiale.

On oublie trop que Hitler a été hissé au pouvoir avec la bénédiction de la bourgeoisie internationale. Pendant les premières années de son règne, le capitalisme anglo-saxon, des Lords britanniques à Henry Ford, lui a accordé de toute évidence son soutien.

On le regardait comme « l'homme fort », seul capable de rétablir l'ordre en Europe et de préserver le continent du bolchevisme.

[...] La dalle fasciste [se soulevant] [...], nous apercevons que, sous elle, la lutte de classes soi-disant extirpée à jamais, continuait son chemin.[...]

Le fascisme n'a pas arrêté la marche continue de l'humanité vers son émancipation. Il ne l'a suspendue que temporairement.[...]

Le fascisme, fruit de la carence du socialisme ne peut être efficacement combattu et définitivement vaincu que par la révolution [de la classe des travailleurs].

[...] Les fronts populaires déclament contre le fascisme, mais [...] aggravent par leur politique économique et sociale, les causes de friction entre [la classe des travailleurs] et les classes moyennes : ils rejettent ainsi ces dernières vers le fascisme dont ils prétendaient les détourner.

[...] Le parlementarisme bourgeois ne [leur] offre qu'une caricature de

démocratie, de plus en plus impuissante et de plus en plus pourrie. Déçues et écourtées, [elles risquent] de se tourner vers l'État fort, vers l'homme providentiel, vers le « prince du chef ».

[...] Les classes moyennes et [la

classe des travailleurs ont des intérêts communs contre le grand capital. [...] [La classe des travailleurs] doit s'efforcer que les coups portés par [elle] au grand capital ne frappent en même temps les petits épargnants, artisans, commerçants, paysans. Mais sur certains points essentiels [elle] doit demeurer intransigeante [...] il ne s'agit pas pour [la classe des travailleurs] de capter les classes moyennes en renonçant à son propre programme socialiste, mais de les convaincre de sa capacité à conduire la société dans une voie nouvelle. [...] C'est précisément chaque fois qu'[elle] n'a pas poussé son avantage jus qu'au bout que les classes moyennes, coincées entre un grand capital demeuré nocif et une classe [des travailleurs] revendicatrice, sont devenues enragées, qu'elles se sont tournées vers le fascisme... [...] L'État « démocratique » qui l'avait précédé [le fascisme], était déjà tout infecté du virus fasciste. [Celui] qui lui succéda [en 1945] en est encore tout infecté. « L'épuration » n'est qu'une comédie car pour désinfecter réellement l'État bourgeois, il faudrait le vider et le briser. La haute administration, l'armée, la police, la magistrature, restent peuplées d'auxiliaires et de complices du régime antérieur.»

Chacun des dix chapitres du livre étudie d'abord les aspects communs, puis les développements historiques spécifiquement nationaux, italien ou allemand, du thème abordé. Ceux-ci sont intitulés ainsi : Les bailleurs de fonds - Les troupes - Mystique d'abord - La démagogie fasciste - La tactique fasciste - Grandeur et décadence des plébien - La

vraie « doctrine » fasciste - Contre les travailleurs - Les politiques économique et agricole - Les illusions à dissiper.

LES BAILLEURS DE

[...] Depuis la guerre de 1914-1918, [...] le capitalisme dans son ensemble est entré dans une phase descendante. Aux crises économiques cycliques s'est superposée une crise chronique, une crise permanente du système. Le profit capitaliste est menacé à sa source. [...] Dans la phase actuelle, dans la phase de déclin du capitalisme, la classe dominante est amenée à mettre en balance les avantages et les inconvénients de la « démocratie ». [...] Quand la crise économique [...] sévit d'une manière particulièrement aiguë, quand le taux du profit tend vers zéro, elle ne voit d'autre issue, d'autre moyen [pour] remettre en marche le mécanisme du profit que [...] : brutale réduction des salaires, [...] augmentation des impôts, [...] subventions et exonérations fiscales, [...] commandes de travaux publics et d'armement.(p.27)

[...] Dans certains pays et dans certaines circonstances, lorsque ses profits sont particulièrement menacés, lorsqu'une « déflation » brutale lui paraît nécessaire, la bourgeoisie jette par-dessus bord la traditionnelle « démocratie » et appelle de ses vœux — en même temps que de ses subsides — un État fort. Lequel prive le peuple de tous ses moyens de défense [...] liberté de la presse, suffrage universel, droit syndical, droit de grève, etc., [...] et lui ligote les mains derrière le dos.

Dans d'autres pays mieux pourvus, aux ressources économiques et financières plus vastes, la bourgeoisie

a pu remettre en marche le mécanisme du profit, en usant d'expédients qui n'ont pas exigé le remplacement du régime « démocratique » par un régime de dictature ouverte. [...] Aux USA, le « New Deal » de Roosevelt a suffi. (p.28)

Contrairement à ce que l'on croit souvent, la bourgeoisie capitaliste n'est pas absolument homogène... [...] Selon l'activité économique à la quelle ils se livrent, certains groupes capitalistes ont des intérêts à défendre [...] en opposition avec [ceux] d'autres groupes capitalistes.

[...] En Italie et en Allemagne [entre 1920 et 1930], le fascisme a été surtout subventionné et appuyé par les magnats de l'industrie lourde (métallurgie, mines) et par les banquiers ayant des intérêts [dans ces industries]. (p.29)

Ce n'est pas seulement [dans ces deux pays] que l'industrie lourde et l'industrie légère ont [eu] des intérêts économiques, une stratégie sociale et politique divergente. D'incessants conflits opposent les deux groupes : l'industrie légère se plaint [...] des prix de monopole — matières premières et machines — [...] que lui fait payer l'industrie lourde.

[...] [Cette dernière] qui vit en grande partie de commandes d'armements (émanant aussi bien de l'État que des puissances « amies ») est, le plus souvent pour une politique de « prestige », de force, d'aventure impérialiste. [La première] [...] davantage liée au capitalisme international, [...] est en général pour une politique de « collaboration internationale ». Intéressée à l'exportation de produits non militaires, n'a rien à gagner à la guerre et à l'autarctie.

[...] Mais il faut sans doute en chercher également la raison dans ce que Marx appelle la « composition

LEXIQUE

Fascisme = de l'italien fascio, faisceau, emblème des licteurs romains. Ce terme désigne au XIX^e siècle des groupes de partisans révolutionnaires prêts à utiliser la force pour faire aboutir leurs revendications. Ce terme fut repris par Mussolini en 1919 pour désigner ses groupes de partisans dont il se proclama Duce (le Chef).

Mussolini = membre de la tendance S-R [socialiste-révolutionnaire] du Parti Socialiste Italien neutraliste en 1914 (comme Jaurès en France), et directeur de son journal *Avanti!* Exclu de son parti pour s'être prononcé pour la guerre et avoir été financé par le parti socialiste français devenu patriote, il fonda en 1919 les premiers fasci, groupes d'anciens patriotes interventionnistes, sur des motifs d'ordres nationalistes et socialistes.

National-Socialisme- [Na-Zi] : contraction des deux termes en langue allemande [du nom du « Parti National-Socialiste des Ouvriers Allemands, National-Sozialistische Deutsche Arbeiter-Partei (N.S.D.A.P.) issu dès 1920 du minuscule groupe munitichois « Parti des Ouvriers », et dont Hitler prendra la direction grâce à son magnétisme verbal et se proclamera le Führer (le Guide)

Hitler = né en Autriche, considéré déserteur autrichien en 1914, puis militaire engagé en Bavière, recruté dans des unités anti-bolchéviques pendant la révolution allemande en 1919, il organise un groupe paramilitaire, tente un putsch en Bavière en novembre 1923. Condamné à 5 ans, libéré l'année suivante, il écrit en prison *Mein Kampf* (Mon combat)

Ce livre justifie dès cette époque une conception de l'hégémonie allemande en Europe, à partir d'une « race aryenne » épurée des juifs et des tziganes, légitimant l'asservissement des slaves et se chargeant d'une mission de rempart idéologique puis de destruction du communisme soviétique en URSS.

Aryens = population blanche de même langue. Avant aux confins indo-iraniens dans l'antiquité et dont la dispersion est à l'origine de nombreuses langues européennes, (grec, latin, allemand, celt, slave, etc.) ou indiennes (sanscrit, zend, etc.)

SA (Sturm Abteilung) : Sections d'Assaut, service d'ordre et d'attaque du N.S.D.A.P. en uniforme, destiné aussi à partir de 1921 à impressionner les amateurs de discipline dans la situation révolutionnaire quelque peu anarchique qui prévalait après la révolution ouvrière brisée de 1919. La croix gammée et le brassard Noir-blanc-rouge devinrent dès lors leurs emblèmes. Leur violence et leur antisémitisme étaient décriés, comme en témoigne le refrain satirique (cité in John Toland HITLER) :
"Allez, les gars/Tous au pogram, avec un ka-ha-ha"/ Retrouvez vos manches pour flanquer dehors les juifs/ Avec la croix gammée et les gaz toxiques/ Allons tirer un coup, au meurtre en série."

SS (Schutz Staffeln) : Police militarisée en charge avant la prise du pouvoir de la protection personnelle de Hitler, puis organisme d'État responsable de la sécurité intérieure, des camps de concentration et d'extermination et du contrôle et de la gestion des territoires occupés, notamment à l'Est.

Gestapo (Geheimes StaatsPolizei) : Police secrète d'État chargée du renseignement intérieur, de la détection et de l'arrestation des juifs, des communistes et des résistants

organique » du capital de leurs entreprises : le rapport entre le capital constant (investi en moyens de pro-

duction, matières premières, etc.) et le capital variable (servant à rémunérer la main d'œuvre) est beaucoup

plus élevé dans l'industrie lourde que dans les autres branches d'industries. Il en résulte que les limites dans lesquelles la production est lucrative sont, pour l'industrie lourde, particulièrement étroites (Marx, *Le Capital*, traduction Molitor, tome X) : les « frais fixes » d'amortissement de leurs installations se répartissent sur une quantité insuffisante de produits fabriqués [en raison d'une utilisation insuffisante de leur potentiel de production] et le bénéfice est compromis.

Le moindre arrêt du travail, [la moindre grève] se traduit pour eux par des pertes se chiffant par millions (Rossi-1938. La naissance du fascisme de 1918 à 1922). La réduction des salaires devient pour eux une impérieuse nécessité. (p.30)

[...] L'industrie lourde veut poursuivre la lutte des classes jusqu'à l'écrasement du prolétariat ; l'industrie légère croit pouvoir tout arranger par la « paix sociale ». L'industrie lourde exige une politique extérieure belliqueuse, l'industrie légère [en] souhaite une conciliante ; l'industrie lourde espère renforcer son hégémonie économique à l'aide d'un État dictatorial, l'industrie légère appréhende ce surcroît de puissance. [...]

Les groupes capitalistes de l'industrie légère se montrent incapables de résister au fascisme, ils ne font pas grand-chose pour lui barrer la route [...] parce que [c'est] un mouvement « national » [...] au service des classes possédantes [...] méritant à ce titre [...] tout au moins leur indulgence. [...] ils le considèrent comme quelconque mouvement politique qu'ils peuvent manœuvrer et utiliser à leur gré. [...] Ils s'imaginent qu'une fois [...] parlementarisé, [il] servira de contrepoids utile aux forces [de la classe des travailleurs].

DIFFÉRENCE ENTRE FASCISME ET NATIONAL-SOCIALISME VUE PAR MUSSOLINI

Appréciation de Mussolini portée en juillet 1934 (d'après le putsch avorté de Hitler sur l'Autriche malgré les assurances contraires qu'il lui avait données et par l'assassinat du Chancelier Dollfus, pourtant lui-même d'extrême-droite nationaliste... mais au trichienne !)

« Hitler amenera les Allemands et fera la guerre, peut-être même dans deux ou trois ans.

Cela signifierait la fin de la civilisation européenne, si ce pays d'assassins et de pédicrasses devait envahir l'Europe. Le meurtrier de Dollfus, le coupable, c'est Hitler c'est lui le responsable de tout, cet homme dégénéré sexuel, ce fou dangereux... »

« Le nazisme c'est la révolution des vieilles tribus germaniques, dans la forêt primitive, contre la civilisation latine de Rome. On ne peut comparer le nazisme au fascisme.

« Certes tous deux étant des systèmes autoritaires, collectivistes, socialistes, ils présenteraient des similitudes extérieures et s'opposent au libéralisme. Mais le fascisme est un régime enraciné dans la grande tradition culturelle du peuple italien : le fascisme connaît le droit de l'individu, la religion et la famille.

« Le national-socialisme, au contraire, n'est que sauvagerie pareil aux hordes barbares.

Il n'accorde aucun droit à l'individu le chef de clan a pouvoir de vie ou de mort sur ses siens. Mépris, vandalisme, pillage, chantage, voilà tout ce qu'il peut engendrer. « Les doctrines nazies sont enseignées par les descendants de peuples qui étaient totalement incultes à l'époque où César, Virgile et Auguste fleurissaient à Rome.

[...] En Italie, début 1921, Giolitti (député représentant l'industrie légère) ayant dissous la Chambre et fait élire 30 députés fascistes s'en glorifie dans ses Mémoires : « mon vieux principe est que toutes les forces du pays doivent [...] trouver leur expression [...] dans le Parlement. » [...] Le 3 Août [il] tente de réconcilier socialistes et fascistes et leur fait signer un « pacte de pacification ». [...] [lequel] procure à Mussolini un répit indispensable [...] pour rassurer l'opinion publique moyenne indisposée par les violences fascistes, et pour coordonner et discipliner ses troupes. [Puis] Mussolini s'empresse de dénoncer ce pacte dès novembre 1921 [...] et reprend la guerre civile. (p.37) [...] L'effondrement des grands consortiums métallurgiques [italiens, entraîne] la reprise de leurs participations industrielles par les grandes banques, dont les intérêts s'identifient [dès lors] avec ceux de l'industrie lourde. C'est ensemble qu'en octobre 1922, [ils financent] la « marche sur Rome » : après des pourparlers actifs entre Mussolini et les chefs de la Confédération générale de l'Industrie, [les dirigeants] des

Associations de la Banque de l'Industrie et de l'Agriculture [ainsi que] le grand magnat de l'électricité E. Conti sont d'avis que la situation ne comporte pas d'autre issue qu'un gouvernement Mussolini. (p.38) [...]

En Allemagne, la trahison de la social-démocratie et le manque d'éducation et de tradition révolutionnaire abrègent rapidement l'expérience de la république des « conseils ». Mais au sein [...] de la république bourgeoise démocratique les ouvriers et paysans conquièrent [...] extension du suffrage universel [aux femmes], journée de huit heures, généralisation des « contrats collectifs », assurance-chômage, « conseils d'entreprise » élus [...]

Ces conquêtes compromettent les intérêts et l'autorité des deux féodalités [...] industrielles et terriennes [...] régnantes en Allemagne [...] qui sentent passer le frisson de l'expatriation : « Les huit heures sont les clous du cercueil dans lequel est enfermée l'Allemagne » [déclare] le ministre Dembourg. (p.38-39) [...]

Dans les grands domaines agricoles de l'Est de l'Elbe, le droit féodal règne encore « tel le droit de cuissage » [Erwin Topf, Le Front Vert, 1933]. [...] Cette atmosphère fait comprendre la rage avec laquelle les hobereaux [...] ont dû faire un certain nombre de concessions pourtant bien minimes. [...] Ne pouvant engager elles-mêmes la lutte contre [la classe des travailleurs] organisée, ils confient ce soin à des bandes armées « corps-francs » ou « ligues de combat » qui deviennent le « corps de garde du capital » (Gumbel, Les crimes politiques en Allemagne, 1919-1929) L'une de ces bandes prend à Munich le nom de « Parti National-

Socialiste » et a pour chef, dès 1920, Adolf Hitler. (p.39-40) [...]

De 1924 à 1929, les magnats [...] subventionnent juste assez les bandes fascistes pour qu'elles ne disparaissent pas. Pendant ces années, [...] à l'aide du plan Dawes, une collaboration s'engage avec la finance anglo-saxonne [et aboutit] en 1931 avec le chiffre de 30 milliards de marks-or « au plus énorme investissement de l'histoire financière » (Krickbocker-1932).

Avec des dollars empruntés à des taux très élevés, le potentiel de production est accru d'un tiers, mais il ne lui manque qu'une chose : le consommateur. A l'intérieur le pouvoir d'achat des salariés a augmenté dans une proportion bien moindre que la capacité de production elle-même, [...] une fraction croissante de la main-d'œuvre a été éliminée par la « rationalisation » et réduite au chômage (2 millions en janvier 1929, 4 millions en février 1930). [...] Mais les acheteurs étrangers se dérobent, la crise mondiale commence, l'indice de production américain tombe de 100 en 1928 à 64 en 1931, [...] et parallèlement [de même] en Allemagne. L'Amérique a consenti ses crédits à court terme, mais les

banques allemandes les ont rattrapés à long terme. La faillite [de la banque] Credit-Anstalt [...] déclenche un cascade de krachs [...] et les capitaux étrangers se ruent hors du Reich. La hausse du taux de l'es compte achève de paralyser l'économie [...] le taux du profit tend vers zéro. (p.42-43) [...]

Seul le secours de l'État peut ressusciter artificiellement les profits : briser le système des contrats collectifs, [pour] diminuer les salaires [...] réduire à l'impuissance les organisa-

tions syndicales [...] comprimer les dépenses sociales [...] alléger la fiscalité, accorder subventions et exonérations fiscales [...] aux entreprises défallantes (p.43) [...]

Mais l'État n'est pas [...] un instrument absolument docile : les chanceliers Brüning ou Schleicher représentent davantage les intérêts de l'industrie des [produits finis] « Fertigung » dont l'industrie chimique largement tributaire de l'exportation. Il ménageait les chefs réformistes des syndicats, qui [doivent] accepter bon gré mal gré [...] des réductions de salaires, [...] mais résistent, s'ils cèdent davantage, d'être débordés par le masses.

Reste une solution : que les magnats de l'industrie lourde et les hobereaux s'assujettissent complètement l'État, qu'ils en remettent la direction à des hommes à poigne. [...]

L'industrie des [produits finis] « Fertigung » redoute par-dessus tout l'hégémonie de l'industrie lourde, ne souhaite pas le triomphe du national-socialisme, mais elle le ménage. La dissolution du Reichstag en 1930 met Hitler en selle [au Parlement]. [...] Les intérêts généraux des classes possédantes exigent que les forces « nationales » ne s'entre-déchirent point. [...] Le 4 Janvier 1933 l'accession de Hitler au pouvoir est décidée au cours d'une entrevue avec Papen chez von Schroeder, banquier de Cologne, ayant tous deux des attaches avec l'industrie lourde rhéno-westphalienne (p.45-46) [...]

LES TROUPES

[...] Le fascisme ne naît pas que de la volonté et des subventions des magnats capitalistes. [...] Les mo-

biles qui amènent à lui des masses de millions d'être humains [que] les magnats capitalistes n'auraient jamais pu « dresser sur leurs jambes » (Trotsky, La seule voie) si elles n'avaient été au préalable dans un état d'instabilité et de mécontentement. (p.48) [...]

Considérons d'abord les classes moyennes urbaines : [...] le socialisme a longtemps pensé qu'elles étaient condamnées à disparaître par le fait de [...] la concurrence et la concentration des entreprises et des capitaux : « Petits industriels, commerçants, artisans [...] voient approcher l'heure où ils disparaîtront complètement comme fraction indépendante de la société moderne » (Marx, Le manifeste Communiste, 1848). [...]

En fait [...] les classes moyennes se sont appauvries [...] les grosses entreprises se développent plus vite, la concurrence des grands monopoles est [...] de plus en plus dure, mais [les classes moyennes] subsistent. [...] Parce que le producteur indépendant préfère son sort [même] plus précaire, à la condition [ouvrière] ; [...] Pour la même raison, des [travailleurs] viennent chaque jour grossir les rangs des classes moyennes.

[En outre] le capitalisme engendre lui-même des classes moyennes [...] dont la caractéristique est la déperdition économique : contrairement aux petits bourgeois indépendants [...] ils ne disposent plus de la majeure partie de leurs moyens de production, [...] ils vivent de traitements, d'honoraires, de commissions. [...] Kautsky a montré comment les chefs

d'entreprise modernes se déchargent d'une partie de leurs fonctions [...] sur ces salariés indirects [...] « ingénieurs, médecins, avocats, dépositaires, gérants, agents d'entreprises ». [...] « leur travail est particulièrement qualifié, leur fonction dirigeante dans le processus économique [les] rapproche de la classe capitaliste. [...] [ils] continuent pour l'instant à se considérer comme étant au-dessus de la [classe des travailleurs] » (Lucien Laurat, *Le Plan et les classes moyennes*, Paris-1935), (p.49)

Quant aux petits actionnaires, [...] la création d'actions privilégiées et à vote plural leur retire tout moyen de contrôle et d'expression ; ils n'ont plus voix au chapitre. (p.51)

En Italie la chute de la lire, [...] en Allemagne l'effondrement du mark [...] saignent à blanc [les rentiers, les possesseurs de petites fortunes], [...] les prix élevés des produits manufacturés, les taux [d'emprunts] exorbitants, [ruinent] le petit commerce, la petite industrie.

Le petit-bourgeois [...] respectueux d'ordinaire de l'ordre établi, « entre en rage et est prêt à se livrer aux mesures les plus extrêmes » (Trotsky, *Où va la France ?*, 1934) [...] du jour où il s'aperçoit que la crise est celle de tout le système social et qu'elle ne peut être résolue que par une transformation radicale de ce système.

Victimes principalement non de l'exploitation de leur force de travail mais de la concurrence et de l'organisation du crédit, « les classes moyennes appellent une économie peu dynamique, peu progressive, routinière, [...] veulent que l'État diminue la capacité concurrentielle de

leurs adversaires, leur anticapitalisme est réactionnaire » (Hérissou in « Le National-socialisme et la protection des classes moyennes », *Revue Économique Internationale*, 1934), (p.52)

Tandis que [la classe des travailleurs] s'attaque au régime capitaliste dans son ensemble, se propose comme but final la socialisation des moyens de production, [...] brise les cadres devenus trop étroits de la propriété privée, les classes moyennes se cramponnent à la propriété privée et restent passionnément attachées à leurs privilèges : leur paupérisation croissante ne fait qu'exaspérer cet attachement : (Hitler écrit dans *Mein Kampf* : « Pour les gens de condition modeste qui ont une fois dépassé ce niveau social, c'est une obligation insupportable que d'y retomber quelques instants »)

Le petit boutiquier le plus endetté continue à se considérer comme membre d'une classe supérieure au prolétariat, même s'il gagne beaucoup moins que la majorité des ouvriers d'industrie » (H. De Man, *Pour un plan d'action*, 1933), (p.53) [...] Voulang échapper à tout prix à la prolétarianisation qui le guette, il n'a guère de sympathie pour un régime socialiste qui achèverait de le prolétarianiser. (p.54)

La bourgeoisie capitaliste essaie de dresser les classes moyennes contre la [classe des travailleurs]. Elle utilise le fait que toute hausse des salaires obtenue par l'action syndicale obère plus lourdement le coût de production des petites entreprises que celui des consortiums, le fait aussi que les charges sociales ont une plus forte incidence sur les prix de revient des petits producteurs que sur ceux des

grandes entreprises.

Le petit bourgeois, [...] quand il défend ses intérêts menacés, le fait avec la mentalité même du capitaliste auquel il s'oppose. Un individu s'oppose à un autre individu. Il y a conflit d'intérêts, pas lutte de classes. [...] [il se persuade] [...] qu'un « intérêt général » existe au-dessus des antagonismes d'intérêts. Et par intérêt général, [il entend ses] intérêts propres, intermédiaires entre ceux de la bourgeoisie capitaliste et de la [classe des travailleurs] (p.55)

Le petit bourgeois donne à ce qu'il possède le nom de patrie : Défendre la patrie, c'est pour lui défendre son bien : son atelier, son fonds de commerce, ses titres de rente. Au contraire, à cette époque, les travailleurs, las de la guerre et enthousiasmés par la Révolution russe [...] mettent leur espérance dans l'Internationale.

Malgré ces malentendus [la classe des travailleurs] pouvait entraîner derrière elle une large fraction des classes moyennes souffrantes et révoltées, [...] sans leur faire des concessions [essentielle sur son programme] [en se montrant] audacieuse, résolue à transformer radicalement l'ordre social.

Mais précisément en Italie [...] malgré la sympathie d'une partie de la petite bourgeoisie, le parti socialiste se révèle incapable de « tirer profit d'une situation révolutionnaire comme il ne s'en reproduit pas dans l'histoire » (selon Mussolini lui-même), (p.55-56)

En Allemagne, en 1919 les employés et fonctionnaires adhèrent aux syndicats [...] de larges couches des

classes moyennes votent pour la social-démocratie. En 1923 ruinés par l'effondrement monétaire, de nombreux petits bourgeois désespérés viennent au communisme.

Mais en 1919 les chefs socialistes écraient dans le sang l'insurrection spartakiste, et en 1923 [...] s'ajoute la politique incertaine et zigzagante de l'Internationale Communiste qui paralyse la combativité des masses, [...]

Alors les classes moyennes tournent casaque, [...] et attribuent également aux trusts et aux travailleurs la responsabilité de leur marasme. Les partis conservateurs [de l'ordre établi] ne peuvent exploiter cette double rancune : alors la bourgeoisie subventionne un parti d'un genre nouveau [...] qui prétend poursuivre la subversion de l'ordre existant, qui s'affirme « révolutionnaire » [...] et anticapitaliste. (p.56)

De même les jeunes ont en commun un sort matériel tragique : le chômage et une aspiration [...] être considérée comme un facteur autonome dans la société. Contre leurs aînés qui leur barrent la route, le jeune avocat, le jeune médecin, le jeune artiste forment un syndicat de mécontents [...] leur bête noire c'était l'adulte, l'homme en place, le passésiste. (p.64)

[...]

Après 1918 le sort des jeunes [...] bourgeois ou prolétaires est sensiblement le même : ils sont victimes de la crise économique. En Italie les nouveaux diplômés ont les plus grandes peines à trouver une situation sociale, [...] ils se sentent déçus, désespérés, avides d'action. En Allemagne les candidats aux administrations de l'État doivent attendre l'âge de 27 ou 30 ans pour que 20 % de leurs demandes soient examinées. Pour 24.000 diplômés, il y a 10.000 situations offertes. En 1929, 26 % des sans-travail ont moins de 24 ans. [...] Des quantités de jeunes errent dans les rues, sur les routes [...] sans avoir jamais travaillé.

Les jeunes ont le goût du risque et du sacrifice [...] Si le socialisme s'était montré le plus dynamique, le plus capable de renverser l'ordre existant [...] il devait faire leur conquête. [...] Le socialisme ne s'est pas montré révolutionnaire, il a cessé d'être un pôle d'attraction. (p.66)

De même, le fascisme recrute des ouvriers : [...] du jour où le syndicalisme dégénère et n'est plus capable de préserver les avantages acquis, [...] [certains] s'en détournent. En Allemagne les catégories de salariés jadis privilégiées en veulent à la social-démocratie et aux syndicats de

n'avoir su réaliser leur idéal petit-bourgeois. (p.67)

[...] [Notamment] le fascisme recrute des chômeurs : [...] Rejeté du processus de production, il n'y a plus identité mais opposition d'intérêts entre [le chômeur et le travailleur au travail].

[...] Enfin, « jaunes », briseurs de grève, chenapans, déclassés volontaires, repris de justice, ceux que Marx appelait « Lumpenproletariat », s'enrôlent dans les « escouades d'action » de Mussolini ou dans les Sections d'Assaut de Hitler. Ils y prennent des surnoms bien caractéristiques : les sauvages, les damnés, les désespérés. Ils se sentent assurés d'une impunité absolue [...]. « On trouve les aventuriers, les apaches et les maquereaux au sommet et à la base des organisations hitlériennes » (D. et P. Bénichou). Horst Wessel, vulgaire souteneur, est transformé en héros national (il donne son nom à l'hymne hitlérien le « Horst Wessel Lied »)

[...] 254 des 308 chefs fascistes italiens (cadres du parti ou des « syndicats ») sont issus de la petite bourgeoisie. Mussolini fut instituteur, maçon, maçon. Mais Avelica Balabanof, qui l'a connu à cette époque, le définit comme un « vagabond déclassé »

D O C U M E N T

[...]
Comme Mussolini, Hitler conserve sans peine une allure plébéenne qui flatte et rassure leurs partisans.[...]
De leur origine, les chefs fascistes, du haut en bas de la hiérarchie, conservent (aussi) la mentalité plébéenne. Ils sont des parvenus. Ils détestent cordialement et ils méprisent les grands bourgeois qui les subventionnent.

(à suivre)

A l'heure où s'ouvre la Maison européenne de la photographie et où le Centre National de la Photographie change de tête, bilans et perspectives se télescopent. Quelle politique pour la photographie ? Jamais il n'a été aussi urgent d'appréhender les mécanismes qui sont à l'œuvre. Certes, la volonté, par tous proclamée, de faire de Paris un des hauts lieux de la photographie contemporaine est louable. Cette belle déclaration d'intention suffira-t-elle pour passer du désir à la réalité ? Et si les moyens sont à la hauteur des projets, que vont-ils cautionner ?

Photographies en question

Un premier constat s'impose : la recherche photographique, celle qui prend en compte une réflexion sur le statut de l'image dans la société post industrielle, n'est pas présente dans les galeries ou les institutions photographiques. Ou si peu... Seules les galeries d'art contemporain accrochent, non une photographie fréquentable, mais des démarches qui vous prennent la chose à rebours, qui vous l'auscultent sous tous les angles et coutures. Le paquet était bien ficelé... Voici que les artistes ou ceux qui les représentent et les défendent vont jeter le trouble et un sacré pavé dans la mare. Photographie/peinture. Le débat éculé (ce n'est pas le moindre paradoxe) se trouve placé aujourd'hui à nouveau en pointe, réactivé par l'urgence de cerner une identité photographique. Que les galeries ou les institutions ayant vocation à défendre l'art contemporain occupent la

position avancée en matière de création photographique ne serait pas en soi un sujet d'étonnement si elles n'étaient les seules à assumer cette forme de promotion doublée d'une fonction critique. Nous sommes ici au cœur d'une césure radicale entre deux approches de la photographie. D'un côté une photographie autonome et un peu narcissique qui se développe dans son propre univers de références. De l'autre une photographie investigatrice qui réfléchirait en quelque sorte sur elle-même. L'actualité des derniers mois est suffisamment explicite. Où trouver Serrano ou Nan Goldin, si ce n'est chez Yvon Lambert. John Baldessari occupe la galerie Laage-Salomon et Urs Lüthi la galerie Stadler. Alain Gutharc présente Joachim Schmid et l'Espace Filles du Calvaire Paul Pouvreau. Il y a un an, La Galerie du Jeu de Paume accrochait Jeff Wall et la Fondation Cartier Matthew Barney.

La photographie, comme les autres technologies intègre et alimente la démarche des artistes plasticiens. Mais celle qui est ici visée est un objet vulgaire arraché d'une page d'album amateur, d'une revue féminine ou d'un catalogue de vente par correspondance. L'art contemporain travaille sur la duplicité, l'ambivalence, les stratégies sournoises ou la dimension affective de la photographie. Il couvre le champ de ses usages sociaux, interroge son pouvoir, ses dévies.

Deuxième constat, mais qui corrobore le premier et en souligne la portée : les galeries et les institutions photographiques, en dehors des come-back de figures historiques et canonisées, pétrifiées et épuisées à force d'avoir été sur-exposées, éprouvent quelques difficultés à trouver des angles originaux pour présenter la photographie contemporaine. L'actualité nous en fournit une illustration exemplaire. La Maison européenne pilotée par Jean-Luc Monterosso semble s'être engagée dans une stratégie grand public dans le droit fil des manifestations de Paris Audiovisuel. Mais quel intérêt de présenter la dernière exposition de Cartier-Bresson ? Et qu'elle soit consacrée aux Européens ne change rien. Cette photographie appartient à l'histoire et ne saurait représenter les tendances contemporaines. Ou de préparer un nouvel accrochage de Salgado. Déjà usé et suranné. L'absence d'imagination est au pouvoir. Mais la foule suit. Ce n'est pas le cas à l'hôtel Salomon de Rothschild où Régis Durand prend des risques en présentant Anni-Maria Collins. Ce même jour d'avril, les salles du C.N.P. étaient vides. Une photographie exigeante et radicale ne déclenche pas spontanément l'enthousiasme. Ici, le courage intellectuel ne fait pas recet-

te. Il n'y aurait pas d'alternative entre le ressassement des sempiternelles mêmes valeurs, qu'elles concernent la photographie humaniste, version Doisneau qui fit un tabac il y a deux ans à Carnavalet (sucocés d'autant plus trouble qu'il joue sur la nostalgie), le reportage actualisé version Salgado, les succédanés de la photographie de mode, les pseudo recherches conceptuelles et une véritable démarche critique en matière photographique.

Nous en sommes là, confrontés à cette coupure entre deux mondes, apparemment irréconciliables, deux familles issues d'une même souche et qui ne se reconnaissent plus. La difficulté d'articuler ces deux mondes apparaît assez bien dans le grand écart que doit faire la critique pour rendre compte de l'actualité photographique. Sylvain Maresca dans le numéro 19 de La Recherche photographique consacré au politique et à la critique, a pointé du doigt sur les piroquettes successives réalisées par les différents titulaires de la rubrique photographie à Art press pour retomber sur leurs pieds. Entre les artistes qui récupèrent, détournent, triturent le matériau photographique, et les photographes qui spéculent sur leur activité en lui tendant en permanence le miroir de l'art, le fossé se creuse. Chacun, enfermé dans sa logique, dans son discours, ignore l'autre... quand il ne le méprise pas. « Le plus souvent, néanmoins, l'essentiel de la critique antiartistique formulée par les plasticiens se déporte sur les photographes, accusés de céder au fétichisme d'une définition dépassée de l'art. »

Ainsi en est-il de la photographie, toujours accusée d'être en retard d'une génération. Toujours prisonnière de sa référence à l'art.

UNE QUESTION

D'IDENTITÉ

De manière elliptique, la photographie qui sert à fixer les identités n'a pas d'identité. Bourdieu, pour caractériser cet état, parle d'« art moyen ». Une position intermédiaire entre le noble et le vulgaire ? Ou bien seulement un médiateur ? Les multiples approches ne font que souligner l'ambiguïté inhérente au statut particulier d'une image, produit de la technologie. L'histoire de la photographie s'est élaborée sur le modèle de celle de la peinture ou de l'estampe. Elle a isolé des productions spécifiques et les a constituées en catégories (portrait, mode, reportage) appréciées en fonction de seuls critères esthétiques. De la sorte, se sont trouvés exclus de l'histoire des pans entiers de la production photographique (usages sociaux). Les historiens, dans leur volonté d'accélérer la reconnaissance de la photographie, ont établi une hiérarchie qui a occulté l'essentiel de la problématique liée à une image, émanation symbolique de la société industrielle.

Fort curieusement, le débat actuel ne pourra rebondir sans aller faire un détour par les origines. Comme si quelque chose s'était noué là, qui resterait indépassable. Quelque chose qui nous amènerait dans le mur viendrait de là, d'un malentendu initial. On aurait toujours voulu faire l'impatte sur cette enquête... Et pour cause. Ce regard dans le rétroviseur n'a rien de vraiment confortatif. Penser surtout à aller dans le sens du progrès, tenter de suivre l'extraordinaire dynamique des recherches plastiques, toujours plus avant. Seulement, il faut bien faire un constat : plus loin, pour la photogra-

phie, c'est le vide, une forme d'esthétisme, là où rien ne bouge, ou tout semble figé dans la gélatine.

Si, en 1839, lors de la présentation publique qu'il fait de l'invention, Arago souligne, avec une belle lucidité, le large éventail de ses applications dans les domaines artistiques et scientifiques, très vite, nombreux sont ceux qui ont voulu réduire ses ambitions. Ramener la photographie à une sphère connue, celle de l'art, préservait de toutes les aventures. Cela évitait surtout de prendre en compte ce qu'une « nouvelle technologie » pouvait générer comme mutations. Alors la photographie serait artistique ou ne serait pas. Et cela avec d'autant plus d'aisance et de tranquillité que nombre des premiers praticiens venaient de la peinture. (Si leur désir de nier la spécificité de la photographie peut être pardonné... la démarche de leurs exégètes est nettement moins excusable. Au moins avaient-ils le privilège du recul !) Et nous voici embarqué pour un siècle et demi de surenchères, de stratégies toutes plus diaboliques les unes que les autres. Naïve photographie. Elle était piégée... Justement par sa volonté de faire systématiquement référence à l'art... amputée par cette volonté de lui faire jouer un rôle qui n'était pas à sa mesure. Paradoxe total, puisque la photographie faisait survivre dans sa sphère ce qu'elle avait anéanti dans le domaine de l'art. Songeons simplement au décalage entre la prétention et la mièvrerie des épreuves de Demachy et Puyo et les recherches picturales qui leurs sont contemporaines, que ce soit le cubisme ou le futurisme. Plus la photographie affichait ses prétentions, plus elle sombrait dans le dérisoire. Ainsi n'est-il pas étonnant qu'Atget n'ait jamais décliné d'autre identité que celle de comé-

dien, que les meilleures images de Lartigue soient celles prises par un enfant. La photographie serait aussi l'art de l'effacement.

Très vite se délimite un riche territoire pour tous ceux qui veulent explorer la potentialité photographique, territoire défini par la nature même du support, entité qui n'a rien à voir avec une pratique qui aurait pu lui préexister. Cette investigation suppose une démarche qui ne s'encombre pas de problématiques parasites. La photographie comme pratique de l'innocence, certes par rapport à une certaine idée de l'art, mais la photographie comme mode particulier de production de la sérialité (Atget, Becher), du récit autobiographique (Lartigue, Nan Goldin), des attitudes obsessionnelles (Lewis Carroll, Clémentine). C'est-à-dire la photographie comme pratique autonome.

Embarquer la photographie sur la seule voie artistique c'était nier sa véritable identité. Qui plus est, cela faisant, elle investissait des thématiques, des modèles archaïques que les peintres allaient lui abandonner « royalement ». L'histoire de la photographie allait confirmer le processus, lui donner des assises, une légitimité. Avec des stratégies empruntées à une histoire qui n'était pas la sienne, elle allait exulser de son champ d'investigation des manifestations spécifiques et des objets incongrus. En ramenant tout à l'art, à une certaine idée de l'art, elle sortait du domaine noble toutes ces productions commerciales, toutes ces applications scientifiques, toutes ces pratiques sociales qui se développaient dès les origines. En fait, les productions en accord avec la technique de production mécanique des images, celles qui créaient dans le champ de la re-

présentation la vraie rupture.

Il y aurait une tentative de mettre à distance, d'occulter l'efficacité symbolique de la photographie. Elle n'a pas seulement de valeur par rapport à un objet fini, mais se distingue par les processus qu'elle met en œuvre, par les attitudes nouvelles qu'elle suscite : c'est-à-dire par les modalités de production qu'elle suggère, par la relation nouvelle qu'elle autorise entre l'individu et son environnement social, politique, économique. Privilégier l'apport de Disdéri par rapport à l'œuvre de Nadar, opposer une photographie de Duchenne de Boulogne, un cliché ethnographique, une épreuve amateur à n'importe quelle production pictoriale reste, aujourd'hui encore, quelque peu iconoclaste. Pourtant, Disdéri a bien mieux compris que Nadar, photographe de la République des Lettres, la portée de l'invention. Ses écrits attestent d'une conscience aiguë du statut de la photographie et de ses incidences sur la scène sociale et politique. Le développement du portrait-carte, bouleversant les conditions de la représentation des individus, s'accomplissait simultanément à des évolutions concernant la représentation politique. Napoléon III saura en saisir toute la portée.

La faible place accordée au phénomène du portrait-carte dans l'histoire de la photographie du Second Empire est symptomatique de cette volonté de mettre à distance la vocation politique de la photographie. Le sursis frage universel, la représentation politique, pouvaient se mettre en place lorsque le pouvoir contrôlait la représentation des individus, ou fixait les standards de cette représentation. Le portrait-carte de visite devenait le véhicule du code social, le lieu de contrôle de parfaite conformité. Les règles de la mise en scène ren-

voient de manière autoritaire aux codes de représentation imposés à la classe bourgeoise ascendante du Second Empire. La photographie n'est pas seulement un miroir. En tant qu'instrument d'une société technicienne, elle intervient de manière active dans les mutations économiques, dans les mutations culturelles. Appliquée à la mode, elle autorise et accélère l'industrialisation de ce secteur. Ce n'est qu'à partir du moment où la promotion de la couture se libère des modèles prestigieux qui l'incarnent et, par là, des références à la convention du portrait fin de siècle, que la photographie découvre sa véritable vocation. Poirat, un des premiers, impose à la femme une nouvelle ligne, une ligne portée par un modèle anonyme, ligne qui pourra être diffusée et promue par les procédés de photogravure appliqués au journal. On sait aujourd'hui l'efficacité de la presse féminine pour imposer images et standards de vie. La polychromie sur papier glacé conditionne l'imaginaire collectif. Mais lorsque le C.N.P. propose une exposition sur la photographie de mode, Vanités, l'essentiel du propos se limite à un catalogue de photographes : De Meyer, Blumenfeld, Roversi, Sarah Moon, Newton, Bourdin. Donner la seule parole à celle des créateurs d'images c'est éluder la problématique entre les créateurs de mode, l'industrie de la couture, du prêt-à-porter et la manipulation de masse. Pour atténuer cet effet, il suffit de mettre en avant le rôle du photographe, de la monter sur un piédestal et de détourner ainsi la mission initiale de sa production en la sublimant. L'approche de la photographie reste majoritairement tributaire d'une notion étroite d'auteur qui s'accroche naturellement d'une fétichisa-

tion de l'objet (tirages numérotés, vintages). Elle occulte la multiplicité des implications d'une technique dans des stratégies économiques et politiques. Nous sommes toujours au cœur de cette ambivalence lorsque, sous la direction de Robert Delpine, le C.N.P., qui a vocation à promouvoir la photographie, n'accorde que peu de place à la recherche et valorise exclusivement une photographie d'auteur. La collection Photo-poche renforce, par la diffusion bon marché, puisque subventionnée, une conception élitiste de l'histoire de la photographie. Elle vulgarise des modèles déjà reconnus, les impose comme des incontournables. En cela, elle fait écran à ce qui aurait pu être sa véritable vocation : devenir un lieu de réflexion sur le statut de l'image dans la société contemporaine. Pareil silence n'est que trop lourd de sous-entendus : faire comme si la photographie continuait à opérer innocemment... laisser croire qu'elle n'aurait pas fonction idéologique.

POUR UNE APPROCHE CRITIQUE

L'image photographique va naturellement imposer un conditionnement. Conditionnement du regard. Modification des repères et des standards. Technique de l'âge industriel, elle autorise la parfaite adéquation du médium à l'idéologie dominante productiviste. Elle intervient dans la construction imaginaire du monde. Conformisme de la vision, volonté d'établir des hiérarchies, tout procédé de cette stratégie qu'elle contribue à renforcer. Paradoxalement, et comme pour occulter cette efficacité, d'autant plus perverse qu'elle est insidieuse, l'histoire de la photographie opère dans la production massive, riche et multi-

forme une sélection draconienne. Nous avons vu quelles étaient ses arguments : prééminence d'un statut de créateur pour le photographe, incarnation d'un regard. Marché de dupes qui continue à perdurer, à entretenir la confusion. Il y aurait toujours le noble et le vulgaire ou bien des démarches perverses comme celles des photographes de mode qui parviendraient à retourner le propos et à passer d'une photographie commerciale à un statut d'auteur. Et il y aurait tous les oubliés, les laissés pour compte, indignes d'accéder à la reconnaissance : les photographes amateurs, les photographes de foire, cette photographie mièvre et vulgaire qui occupe le large champ de l'imagerie pieuse au porno. Heureusement vivrent Serrano, Pierre et Gilles, Gilbert & Georges, Luigi Ontani. Les artistes, les tout premiers ont été incorporés à leurs démarches tous ces objets photographiques déclassés, méprisés, exclus. Dans ces phases de réévaluation, rendons hommage aux dadaïstes, aux surréalistes, les premiers à reconsidérer les pratiques jugées vulgaires. En les intégrant à leurs œuvres, en les utilisant comme matériau ou en les interrogeant, ils les ont réinscrites dans le débat. Dans le projet dadaïste, projet politique, la photographie est mise à contribution dans des entreprises de déstabilisation des valeurs picturales traditionnelles. Elle doit produire des effets ironiques, des effets de bluff, forme de contestation. La subversion doit gagner toute la société, saper les bases du goût commun. Autant s'en prendre aux formes qui incarnent. Duchamp, dans *Rose Sélavy*, récupère l'imagerie suave des bouteilles de parfum. Dans les années soixante, Richard Hamilton, Kienholz, Rauchenberg, explorent les conte-

nus mythologiques de la photographie, amalgament le vulgaire, le kitsch, toutes les formes de la culture populaire. Sylvain Maresca, lorsqu'il évalue cette démarche, limite toutefois le statut des photographes empruntés par les artistes à une forme de matériau. Ces objets vulgaires n'auraient qu'une valeur plastique à l'égal des autres objets de récupération intégrés aux peintures. L'intervention des artistes contemporains innove en ce qu'elle interroge la nature même de l'image, tente de cerner ses stratégies. Cindy Sherman se moule dans les codes véhiculés par les magazines féminins jusqu'à se perdre, en une infinité de doubles, dans cette forme de mimétisme qui conditionne le comportement de ses contemporains. Une stratégie du pastiche qui stigmatise le mimétisme ambiant évolue vers une dénonciation de ces mécanismes coercitifs dans une forme parodique. Les corps éclatés des mannequins opèrent dans cette imagerie lisse et séduisante des corps offerts par la publicité, la presse magazine, une véritable déchirure. Matthew Barney explore l'imagerie sportive et en extirpe des visions ironiques et décapantes. Christian Boltanski a joué sur la mièvrerie de la photographie souvenir, redonnant à ces images pieuses une aura dans la sphère artistique. Sophie Calle utilise la photographie dans des stratégies de voyeurisme où sa biographie personnelle interfère avec celle d'incon-

nus. La photographie ne peut plus exister sans retourner un regard sur elle-même, elle ne peut plus faire l'économie d'une introspection. Les artistes ont ouvert la voie en démasquant certaines perspectives aberrantes, en dénonçant des excès ou des manques. Par sa diffusion massive, par son efficacité, la photographie est devenue un des vecteurs du pouvoir. A la fin du XIX^e siècle, elle a exploré tous les territoires peuplés par les exclus du développement économique ou par les exploités. En définissant la notion d'« autre moitié », elle est devenue un moteur de ségrégation. Instrument d'une société technicienne, elle enregistre toutes les perversions de cette société et les donne en pâture. Voyeurisme repris depuis par les autres médias, voyeurisme originel qui alimente sa capacité à exister. Aujourd'hui, le reportage photographique continue à faire fonctionner les émotions les plus suspectes. Les images de guerres, les déchirements ethniques, celles de l'exclusion et de la marginalité entretiennent ces sentiments troubles de crainte et de fascination. Alfredo Jarr, pour pallier cet étalage morbide, enferme ses photographes sur la guerre du Rwanda dans des boîtes hermétiquement closes. Seules quelques lignes de texte décrivent le document soustrait au regard. Par ce retrait, Jarr dénonce la surenchère visuelle, la consommation inique des images d'atrocités.

Sa démarche est esthétique en ce qu'elle perturbe et interroge la nature du reportage photographique. En lieu et place d'une stratégie de la saturation, cette attitude prône une forme de respect et de distance. Elle questionne le voyeurisme habituel que de multiples expositions nous proposent en permanence, celles de Salgado notamment. Interrogeons-nous sur ce succès et sur les conditions même de son existence. Celles qui tiennent en propre à la nature de l'individu trop facilement flattée et celles qui sont de l'ordre de la responsabilité des médias et des institutions. Sophie Ristlerhueber a montré, dans plusieurs séries, Beyrouth photographies, façades éventrées, et fait sur la guerre du Golfe que l'on pouvait traiter l'actualité sur d'autres registres. La violence y est signifiée par les traces produites sur le terrain, sur le corps. Ainsi, Every one est un catalogue de cicatrices, de sutures qui mettent à distance le spectaculaire. Jeff Wall, dans une démarche opposée, dénonce les instantanés multiples d'un événement par la mise en scène. *Dead troops talk...* condense l'imagerie guerrière et interroge la nature fictionnelle de la photographie. Cette reconstitution d'une scène de la guerre afghane parodie, par ailleurs, toute vocation documentaire. Elle met à distance de manière critique le désir de témoigner. La dénonciation des effets pervers de la photographie prend, dans

C U L T U R E

le cas de Jeff Wall, la forme d'une peinture d'histoire. Il rétablit ainsi une filiation, regard ironique. Réintroduite dans le musée ou la galerie, par la démarche d'artistes, l'image photographique est retournée, déconstruite. Il s'agit ici de démasquer les pratiques mystificatrices, de déjouer les phénomènes de leurre.